

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 358

18 février 2010

### SOMMAIRE

Acorn (Luxco) 2 .....	17163	Institut la Maison de la Beauté S.à r.l. ....	17164
Acorn (Luxco) 2 .....	17163	Ital Santé Investissements S.A. ....	17163
Acorn (Luxco) 3 .....	17163	Ital Santé Investissements S.A. ....	17164
Acorn (Luxco) 3 .....	17163	Kestego S.à r.l. ....	17178
Berg Holding S.A. ....	17138	LDV Management II Aerium Opportunity I S.C.A. ....	17161
Berg Holding S.A. ....	17138	Luvenca S.A. ....	17174
Black & Decker Limited S.à r.l. ....	17174	MainBlue S.C.A., SICAV-FIS ....	17141
Bragelone S.A. ....	17164	M.F. Holdings s.à r.l. ....	17138
Calo S.A. ....	17139	Nano Growth S.à r.l. ....	17166
C.G.C Engineering S.à r.l. ....	17173	Nouricia S.A. ....	17162
CMS Management Services S.A. ....	17139	Pira.Mida SA ....	17138
Commonwealth Luxembourg Holdings S.à r.l. ....	17140	ProLogis Belgium III S.à.r.l. ....	17165
Conrad S.A. ....	17173	ProLogis Spain II S.à r.l. ....	17165
Cross Falls Holding S.A. ....	17179	ProLogis Spain XX S.à r.l. ....	17165
Draken S.à r.l. ....	17162	Radio MCJ ....	17183
Espace Immo S.A. ....	17162	Sempre S.A. ....	17165
Espasande Holding ....	17164	Soraya S.à r.l. ....	17173
Fallis-Malerbetrieb GmbH ....	17138	Soraya S.à r.l. ....	17173
First State European Diversified Infra- structure S.à r.l. ....	17179	Titien Holding S.A. ....	17182
Greenfield S.à r.l. ....	17164	Tulip European Holding S.à r.l. ....	17179
Hankwood S.A. ....	17161	United Technologies Luxembourg S.à r.l. .....	17139
HIG Lux S.à r.l. ....	17178	Urban and Civic Holdings S.à r.l. ....	17174
Hot Chocolate G.m.b.H. - Distribution de boissons chaudes et froides ....	17162	UT Luxembourg Holding I S.à r.l. ....	17140
Impacteam S.A. ....	17139	Vlivante International S.à r.l. ....	17140

**M.F. Holdings s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 47.258.

Les comptes annuels au 30 juin 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010015736/10.

(100009689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

**Fallis-Malerbetrieb GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6562 Echternach, 117, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 94.032.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHANDT

Signature

Référence de publication: 2010015738/13.

(100009699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

**Berg Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 97.647.

J'ai l'honneur de vous informer que je désire me démettre, avec effet immédiat, de mes fonctions d'administrateur de votre société.

Luxembourg, le 16/11/2009.

Guy HORNICK.

Référence de publication: 2010016623/10.

(100010301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

**Berg Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 97.647.

J'ai l'honneur de vous informer que je désire me démettre, avec effet immédiat, de mes fonctions d'administrateur de votre société.

Luxembourg, le 16/11/2009.

Claude SCHMITZ.

Référence de publication: 2010016624/10.

(100010304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

**Pira.Mida SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 81.783.

CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg, a démissionné de ses fonctions de commissaire aux comptes de la société avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2009.

CO-VENTURES S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010016286/11.

(100009495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

**Impacteam S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 124.391.

—  
*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 2 décembre 2009*

Il résulte du procès-verbal de rassemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 2 décembre 2009:  
L'assemblée transfère le siège social du 8, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg au 117, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, en date du 2 décembre 2009.

*Le mandataire*

Référence de publication: 2010016709/12.

(100010214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

---

**Calo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 7A, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 150.451.

—  
Par décision du Conseil d'Administration en date du 18.01.2010:

- Le siège de la société a été transféré du 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg vers le 7A, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2010016710/12.

(100010739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

---

**United Technologies Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.055.000,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 103.592.

—  
EXTRAIT

En date du 4 janvier 2010, l'associé unique a pris la résolution suivante:

1. Avec effet immédiat et pour une durée illimitée, la personne suivante a été nommée Administrateur de catégorie A:

Monsieur Kurt A. Percy, né le 5 avril 1971 au Connecticut, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au One Financial Plaza, Hartford, CT 06101, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2010.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2010017134/18.

(100011247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

---

**CMS Management Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 81.525.

—  
Une liste des fondés de pouvoirs de la Société CMS Management Services S.A. en fonction au 14 décembre 2009 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CMS Management Services S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010016254/12.

(100010127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

---

**UT Luxembourg Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 103.593.

—  
EXTRAIT

En date du 4 janvier 2010, l'associé unique a pris la résolution suivante:

1. Avec effet immédiat et pour une durée illimitée, la personne suivante a été nommée Administrateur de catégorie A:

Monsieur Kurt A. Percy, né le 5 avril 1971 au Connecticut, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au One Financial Plaza, Hartford, CT 06101, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2010.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2010016201/18.

(100009474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

---

**Commonwealth Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 150.000.000,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 148.555.

—  
EXTRAIT

En date du 4 janvier 2010, l'associé unique a pris la résolution suivante:

1. Avec effet immédiat et pour une durée illimitée, la personne suivante a été nommée Gérant de catégorie A:

Monsieur Kurt A. Percy, né le 5 avril 1971 au Connecticut, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au One Financial Plaza, Hartford, CT 06101, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2010.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2010016202/17.

(100009481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

---

**Vlivante International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 14.999,70.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 150.484.

—  
1. Suite à la cessions de parts intervenues avec effet au 17 December 2009 entre International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A. et Me Boudewijn Rogier van Vliet et Stichting Avivia, les 49,999 parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- M Boudewijn Rogier van Vliet, ayant pour adresse professionnelle à Bijdorp-Oost 60, 2992LA, Barendrecht, The Netherlands détient 2,500 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 0.30 chacune;

- Stichting Avivia, établie à Bijdorp-Oost 60, 2992LA, Barendrecht, The Netherlands détient 47,499 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 0.30 chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M Martinus C.J. Weijermans

Gérant B

Référence de publication: 2010016619/18.

(100010534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

---

**MainBlue S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 150.702.

—  
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the 26th October.

Before us, Maître Wersandt, notary, professionally residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

(1) MainBlue Asset Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of the Luxembourg notary Maître Wersandt residing in Luxembourg dated 26 October 2009 and represented by Mr Daniel Van Hove and Mr Björn Kogler, not yet registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés and whose articles of incorporation have not yet been published in the Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations,

here represented by Arne Bolch, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 26 October 2009;

(2) MainFirst Bank AG, a public limited liability company (Aktiengesellschaft) incorporated under the laws of Germany, with registered office at Torhaus Westhafen, Speicherstraße 57, D-60327 Frankfurt am Main, Germany, incorporated on 16 August 2001 and registered with the trade register of the district court of Frankfurt am Main, Germany under number B 53.261 and represented by Björn Kirchner and Andreas Heindl as its legal representatives;

here represented by Arne Bolch, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Frankfurt am Main, Germany, on 21 October 2009;

(3) Oliver Haseley, Managing Director, MainFirst Bank AG, with professional address at Torhaus Westhafen, Speicherstraße 57, D-60327 Frankfurt am Main, Germany;

here represented by Arne Bolch, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Frankfurt am Main, Germany, on 9. October 2009.

Such proxy, after signature ne varietur by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with it.

Such appearing party, in the capacity in which they act, have requested the notary to record as follows the articles of association of a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandité par actions) which they form between themselves.

**1. Art. 1. Denomination and Form.**

1.1 There exists a société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandité par actions) under the name of "MainBlue S.C.A., SICAV-FIS" (the Company).

1.2 The Company shall be governed by the act of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Act) and by the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act) (provided that in case of conflicts between the 1915 Act and the 2007 Act, the 2007 Act shall prevail) as well as by these article of incorporation (the Articles).

**2. Art. 2. Duration - Dissolution.**

2.1 The Company is formed for an unlimited duration. The Company will however be automatically put into liquidation upon the termination of a sub-fund, if no further sub-fund is active at this time.

2.2 The Company may be dissolved with the consent of the General Partner (as defined in article 17 below) by a resolution of the Shareholders (as defined in article 3 below) adopted in the manner required for the amendment of these Articles, as prescribed in article 21 hereto as well as by the 1915 Act.

**3. Art. 3. Corporate Object.**

3.1 The exclusive purpose of the Company is to invest its funds in assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders (the Shareholders or individually a Shareholder) the results of the management of its assets to the fullest extent permitted under the 2007 Act but in any case subject to the terms and limits set out in its issuing document of the Company (the Issuing Document).

3.2 Furthermore, the Company is entitled to take any action which may seem necessary or useful in order to achieve or to further the corporate purpose on the basis and within the limits of the 2007 Act.

#### **4. Art. 4. Registered Office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner.

4.2 In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such a temporary transfer if the registered office abroad will not affect the Company's valid existence under Luxembourg law.

#### **5. Art. 5. Share Capital - Classes Of Shares - Sub-Funds - Form Of Shares.**

5.1 The capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares (the Shares and individually a Share) of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company. The minimum capital, increased by the share premium (if any), shall be as provided by law i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) or the equivalent in any other freely convertible currency. The minimum subscribed capital increased by issuance premiums (if any) of the Company must be achieved within twelve months after the date on which the Company has been admitted to the list referred to article 43 (1) of the 2007 Act.

5.2 The share capital of the Company shall be represented by the following classes of shares (the Classes and individually a Class) of no par value:

(a) the management shares (the Management Shares) which shall be reserved to the General Partner, as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company and which gives its holder the right to receive a remuneration in accordance with the provisions of the Issuing Document; and

(b) the ordinary shares (the Ordinary Shares) which shall be subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires), and, as the case may be, the General Partner.

5.3 The initial capital is thirty-one thousand Euros (EUR 31,000) divided into ten (10) Management Shares and into three hundred (300) Ordinary Shares.

5.4 The General Partner shall determine if other different Classes of Shares, the specific features of which will be described in the Issuing Document, will be issued.

5.5 The General Partner may establish portfolios of assets constituting each a sub-fund (each a Sub-Fund and together the Sub-Funds) within the meaning of article 71 of the 2007 Act with one Class of Shares or with multiple Classes of Shares. The investment objectives and restrictions of a relevant Sub-Fund may differ from those of other Sub-Funds. The features of a Class may differ from those of other Classes. Irrespective of the Sub-funds, the Company shall always be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it and there shall be no cross liability between the Sub-Funds.

5.6 The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited period or a limited period of time. In the latter case, at the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class of Shares, in accordance with article 7 below. In respect of the relationships between the Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

5.7 Within each Sub-Fund, Shares can furthermore be issued in series representing all Shares issued on any valuation date (the Valuation Date) in any Class of Shares.

5.8 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes of Shares. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes of all Sub-Funds.

5.9 The Company shall issue Shares in registered form (actions nominatives) only.

5.10 All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated to that effect by the Company. This register shall contain the name of each Shareholder, its residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of Shares held.

5.11 The entry of the Shareholder's name in the register of Shares evidences the Shareholder's right of ownership over such registered Shares. The Company shall decide whether a certificate for such entry shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the General Partner.

5.12 Share certificates, if any, shall be signed by the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorised thereto by the General Partner; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

#### **6. Art. 6. Issue and Subscription of Shares.**

6.1 The General Partner is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

6.2 The General Partner may allow for fractional Ordinary Shares to be issued to the nearest 1,000 of an Ordinary Share and it being understood that such fractional Ordinary Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to a participation in the net results and in the proceeds of liquidation attributable to the relevant Class in the relevant Sub-Fund on a pro rata basis.

6.3 The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class of Shares; the General Partner may, in particular, decide that Shares of any Classes shall only be issued during one or more subscription periods or at such other periodicity as provided for in the Issuing Document.

6.4 The subscription of Shares will only become effective upon acceptance by the investor and the General Partner of a subscription agreement (the Subscription Agreement). The Subscription Agreement may impose that the subscription of Shares is followed within a determined time period by contribution of a certain amount of cash or by contribution in kind to the Company. The Subscription Agreement may contain commitments to contribute a certain amount of cash or contribution in kind to the Company upon the receipt of drawdown notices issued by the General Partner.

6.5 The General Partner may determine any other subscription conditions such as minimum commitments on closings, subsequent commitments, default interests or restriction of ownership. Such other conditions shall be disclosed in the Issuing Document and/or in the Subscription Agreement.

6.6 The failure of an investor or Shareholder to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Company, in accordance with the terms of the Issuing Document and/or Subscription Agreement or commitment to the Company, entitles the Company to impose on the relevant investor or Shareholder (the Defaulting Investor) the penalties determined by the General Partner and detailed in the Issuing Document and/or in the Subscription Agreement which may include without limitation:

(a) the right of the Company to compulsorily redeem all Shares of the Defaulting Investor in accordance with article 7 and which may be at a price below the net asset value of the Shares in accordance with the provisions of the Issuing Document;

(b) the right for the Company to retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Defaulting Investor;

(c) the loss of the Defaulting Investor's right to be, or to propose, members of such advisory body set up in accordance with the provisions of the Issuing Document, as the case may be;

(d) the loss of the Defaulting Investor's right to vote with regard to any matter that must be approved by all or a specified portion of the Shareholders;

(e) the right of the other Shareholders to purchase all the Shares of the Defaulting Investor at a price determined in accordance with the provisions of the Issuing Document and/or by the General Partner and which may be at an amount inferior to the net asset value of the Shares.

6.7 The penalties or remedies set forth above and in the Issuing Document will not be exclusive of any other remedy which the Company or the Shareholders may have at law or under the Subscription Agreement or the Issuing Document.

6.8 Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be the net asset value per Share of the relevant Class in the relevant series as determined in compliance with article 10 hereof as of such Valuation Date as is determined in accordance with such policy as the General Partner may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable subscription fees, as approved from time to time by the General Partner. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner.

6.9 The General Partner may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

6.10 If subscribed Ordinary Shares are not paid for, the General Partner may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions or the General Partner may convert the Shares into default Shares which may be redeemed by the Company at a price below its value as defined in the Issuing Document and/or in the Subscription Agreement.

6.11 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of assets in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé) and provided that such assets comply with the investment objectives, restrictions and policies of the relevant Sub-Fund.

## **7. Art. 7. Redemption of Shares.**

7.1 Any Shareholder may at any time require the redemption of all or part of his or her Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the General Partner within the limits provided by law, these Articles and the Issuing Document.

7.2 The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares may be redeemed in any Class of Shares; the General Partner may, in particular, decide that Shares of any Class shall only be redeemed on such Valuation Dates as provided for in the Issuing Document. The General Partner may impose a lock-up period during which redemption of Shares are not allowed.



7.3 The redemption price per Share shall be paid within a period as determined by the General Partner and /or the Issuing Document, provided that the Share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company. Shares in any Sub-Fund will not be redeemed if the calculation of the net asset value per Share in such Sub-Fund is suspended in accordance with article 10 hereof.

7.4 The redemption price shall be equal to the net asset value per Share of the relevant Class in the relevant series in the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of article 10 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the General Partner and/or the Issuing Document. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner and/or the Issuing Document shall determine.

7.5 If as a result of any request for redemption the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner and/or the Issuing Document, then the General Partner may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class. At the General Partner's discretion, the General Partner reserves the right to transfer any existing Shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one Class of Shares into another appropriate Class of Shares without charge.

7.6 Shares of any Class will not be redeemed in circumstances where the calculation of the net asset value per Share of such Class is suspended by the General Partner pursuant to article 10 hereof.

7.7 Further, if on any given Valuation Date, redemption requests pursuant to this article and/or conversion requests pursuant to the article 8 hereof exceed a certain level determined by the General Partner and/or the Issuing Document in relation to the number or value of Shares in issue in a specific Class, the General Partner may decide that all or part, on a pro rata basis for each Shareholder asking for the redemption and/or conversion of his or her Shares, of such requests for redemption and/or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Company. On the next Valuation Date following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

7.8 The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class or Classes of Shares equal in value (calculated in the manner described in article 10) as of the Valuation Date, on which the redemption price is calculated, to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such a case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares of the relevant Class or Classes of Shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

7.9 All redeemed Shares may be cancelled.

#### **8. Art. 8. Conversion of Shares.**

8.1 Unless otherwise specified in the relevant Special Section, Shareholders are entitled to convert all or part of their Shares of a particular Class into Shares of other Class(es) (as far as available) within the same Sub-fund or Shares of the same or different Classes (as far as available) of another Sub-funds, each time subject to the prior approval of the General Partner. The General Partner may withhold its approval in respect of any conversion request in its entire discretion.

8.2 The price at which Shares shall be converted will be determined by reference to the respective Net Asset Value of the relevant Shares of the relevant Class of Shares or Sub-fund calculated on the relevant Valuation Date, taking into account the actual rate of exchange on the day concerned.

8.3 If the Valuation Date of the Class of Shares or Sub-fund taken into account for the conversion does not coincide with the Valuation Date of the Class or Sub-fund into which they shall be converted, the Shareholders' attention is drawn to the fact that the amount converted will not generate interest during the time separating the two Valuation Dates.

8.4 The price for the conversion of Shares from one Class into another Class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two Classes of Shares, calculated on the same Valuation Date subject to the provisions of the Issuing Document. A conversion of Shares of a particular Class of one Sub-fund for Shares of another Class in the same Sub-fund and/or for Shares of the same or different Class in another Sub-fund will be treated as a redemption of Shares and a simultaneous purchase of Shares of the acquired Class and/or Sub-fund.

8.5 If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner or the Issuing Document, then the General Partner may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class. At the General Partner's discretion, the General Partner reserves the right to transfer any existing Shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one Class of Shares into another appropriate Class of Shares without charge.

8.6 Shares of any Class will not be converted in circumstances where the calculation of the net asset value per Share of such Class is suspended by the General Partner pursuant to article 10 hereof.

8.7 The Shares which have been converted into Shares of another Class may be cancelled.



**9. Art. 9. Restrictions on Ownership of Shares.**

9.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the General Partner being herein referred to as Restricted Persons).

9.2 In particular, the issue and sale of Shares is only allowed to well-informed investors in the meaning of article 2 of the 2007 Act. An institutional investor, a professional investor and any other investor, including a natural person, if the latter declares in writing his or her adhesion to the well-informed status and has invested a minimum amount of EUR 125,000 or the equivalent amount in any other freely convertible currency.

9.3 If the investor declares in writing his or her adherence to the well-informed status and benefits from the appreciation, from a credit institution within the meaning of directive 2006/48/EC, an investment company within the meaning of directive 2004/39/EC or a management company within the meaning of directive 2001/107/EEC certifying its expertise, experience and its knowledge to appreciate in an adequate way the investment made in the Company, then he or her may be allowed to invest in the Company an amount of less than EUR 125,000 or the equivalent amount in any other currency.

9.4 The General Partner is entitled to impose stricter conditions as those required by article 2 of the 2007 Act.

9.5 U.S. Persons may constitute a specific category of Restricted Persons.

9.6 For such purposes the Company may:

(a) decline to issue any Shares and decline to register any transfer of Shares, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person; and/or

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a Restricted Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person; and/or

(c) decline to accept the vote of any Restricted Person at any meeting of Shareholders of the Company; and/or

(d) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Restricted Person; and/or

(e) where it appears to the Company that any Restricted Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, direct such Shareholder to sell his Shares and to provide to the Company evidence of the sale. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder; and/or

(f) compulsorily redeem all Shares held by the Restricted Person at a price based on the latest calculated net asset value, less a penalty fee equal to, in the absolute discretion of the General Partner, either (i) a percentage of the Net Asset Value of the relevant Shares determined by the General Partner and set out in the Issuing Document or (ii) the costs incurred by the Company as a result of the holding of Shares by the Restricted Person (including all costs linked to the compulsory redemption).

**10. Art. 10. Calculation of Net Asset Value per Share**

Calculation and Publication.

10.1 The Net Asset Value per Share of each Class within the relevant Sub-Fund will be expressed in the currency of such Class or in the currency of the Sub-Fund and will be determined as of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class within such Sub-Fund, on any such Valuation Date, by the number of Shares then outstanding, at the close of business in Luxembourg as of the relevant Valuation Date (including Ordinary Shares in relation to which a Shareholder has requested redemptions on such Valuation Date and excluding Ordinary Shares in relation to which a subscription on such Valuation Date has been requested) in accordance with the valuation rules set forth below. The Net Asset Value per Share may be rounded to the nearest thousandth of a Share. If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant Sub-Fund are dealt in or quoted, the General Partner may, in order to safeguard the interests of the Limited Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation for all applications received on the relevant Valuation Date.

10.2 The frequency of the Net Asset Value calculation is detailed for each Sub-Fund in Part B of the Issuing Document.

10.3 The value of any assets will be determined as follows:

(a) Securities which are listed or dealt in on a stock exchange or dealt in on a regulated market, are based on the last available price on the stock exchange or the regulated market, which is normally the principal market for such securities.

(b) Securities which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated with prudence and in good faith by the General Partner. If a net asset value is determined for the units or shares issued by an undertaking for collective

investment (UCIs) which calculates a net asset value per share or unit, those units or shares will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the particular issuing documents of this UCI or, at their latest unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values which are not generally used for the purposes of subscription and redemption or which may be provided by a pricing source - including the investment manager of the UCI - other than the administrative agent of the UCI) if more recent than their official net asset values. The Net Asset Value calculated on the basis of unofficial net asset values of UCIs may differ from the Net Asset Value which would have been calculated, on the relevant Valuation Date, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the UCI. However, such Net Asset Value is final and binding notwithstanding any different later determination. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available net asset value of such shares or units issued by such UCIs, the valuation of the shares or units issued by such UCIs may be estimated with prudence and in good faith in accordance with procedures established by the General Partner to take into account this evaluation event. The following events qualify as evaluation events: capital calls, distributions or redemptions effected by the UCI or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the UCIs themselves.

(c) The value of any cash on hand or on deposit, money market instruments, bills, demand notes, accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(d) The liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on a stock exchange or another regulated market shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the General Partner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on a stock exchange or another regulated market shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on such regulated market on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the relevant Sub-fund; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;

(e) All other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the General Partner and described for the relevant Sub-Fund in Part B of this Issuing Document.

10.4 The value of all assets and liabilities not expressed in the currency of a Sub-Fund will be converted into the currency of such Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

10.5 The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

10.6 The Net Asset Value per Share of each Class and the issue and Redemption Prices per Share of each Sub-Fund may be obtained during business hours at the registered office of the Company and/or the Administrator.

#### Temporary Suspension of the Calculation

10.7 In each Sub-fund, the General Partner may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of Shares and in consequence the issue, repurchase and conversion of Shares in any of the following events:

(a) when one or more regulated markets, stock exchanges or other regulated markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-fund, or when one or more regulated markets, stock exchanges or other regulated markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the General Partner, disposal of the assets of the Company attributable to such Sub-fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any Investment of the Company attributable to such Sub-fund or if, for any exceptional circumstances, the value of any asset of the Company attributable to such Sub-fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of Shares, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Company's assets attributable to such Sub-fund cannot be effected at normal rates of exchange;

(e) upon the publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of winding-up the Company.

10.8 Such suspension as to any Sub-Fund will have no effect on the calculation of the net asset value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-Fund.

10.9 Any request for subscription or redemption will be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company within 2 Business Days following the sending of the suspension notice to the

Shareholders, such application will be dealt with on the first Valuation Date, as determined for each relevant Sub-Fund, following the end of the period of suspension.

#### **11. Art. 11. Investment Policy, Investment Restrictions and Committees.**

11.1 The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Company's and its Sub-Funds' assets, in accordance with the 2007 Act, (iii) the hedging strategy to be applied to specific Classes within particular Sub-Funds and (iv) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the General Partner in the Issuing Document, in compliance with applicable laws and regulations.

11.2 The General Partner, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Issuing Document, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other Funds and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed on a segregated or on a pooled basis.

11.3 The General Partner may establish committees within each Sub-Fund and determine the functions of such committees including recommendations and advices in relation to the management and affairs of the Company in respect of the relevant Sub-Fund. The denomination of the committee and the rules concerning the composition, functions, duties, remuneration of the said committee shall be as set forth in the Issuing Document.

#### **12. Art. 12 Liability of Shareholders.**

12.1 The owners of Ordinary Shares are only liable up to the amount of their capital contribution made to the Company.

12.2 The General Partner's liability shall be unlimited.

#### **13. Art. 13. Meetings of Shareholders.**

13.1 The annual general meeting of Shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the first Friday in June of each year at 11 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a day on which banks are open for general business in Luxembourg (a Business Day), the annual general meeting shall be held on the next following Business Day.

13.2 Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

13.3 All general meetings shall be chaired by a representative of the General Partner.

13.4 Any Shareholder may participate in a general meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

13.5 The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

13.6 In addition, the Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such Class.

#### **14. Art. 14 Notice, Quorum, Proxies, Majority.**

14.1 The notice periods and quorum rules required by the 1915 Act shall apply with respect to the meetings of Shareholders of the Company, as well as with respect to the conduct of such meetings, unless otherwise provided in the Articles.

14.2 Each Share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing whether in original or by telefax, telegram or telex.

14.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a meeting of Shareholders will be passed by a simple majority of those present or represented and voting with the consent of the General Partner.

14.4 The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

#### **15. Art. 15. Convening Notice.**

15.1 Shareholders' meetings shall be convened by the General Partner. Convening notices for every shareholders' meeting shall contain the agenda.

15.2 Notices by mail shall be sent eight days before the meeting to registered Shareholders, at the Shareholder's address on record in the register of Shareholders.

15.3 Where all the Shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letters only.

15.4 If all the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

**16. Art. 16. Powers of the Meeting of Shareholders.** Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It may only resolve on any item whatsoever only with the agreement of the General Partner.

**17. Art. 17. Management.**

17.1 The Company shall be managed by MainBlue Asset Management S.à r.l. (the General Partner), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) and who shall be the liable partner (actionnaire - gérant - commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

17.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by law or by these Articles to the meeting of Shareholders.

17.3 The General Partner shall namely have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary or advisable or incidental thereto.

**18. Art. 18 Custodian.**

18.1 To the extent required by the 2007 Act, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the Luxembourg act of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time (the Custodian).

18.2 The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Act. If the Custodian desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor custodian and will appoint it in replacement of the retiring Custodian. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

18.3 Until the Custodian is replaced, which must happen within a period of two months from the decision of the General Partner to terminate the appointment or the decision of the Custodian to retire, the Custodian shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the Shareholders of the Company.

**19. Art. 19. Authorised Signature.** The Company shall be bound by the corporate signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in his discretion, except that such authority may not be conferred to a Limited Partner of the Company.

**20. Art. 20. Auditor.**

20.1 The annual report of the Company shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of the Shareholders and remunerated by the Company.

20.2 The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 1915 Act and the 2007 Act.

**21. Art. 21. Accounting Year - Accounts.**

21.1 The accounting year of the Company shall begin on 1 January and it shall terminate on 31 December of each year.

21.2 The accounts of the Company shall be expressed in EUR.

**22. Art. 22. Application of Income.**

22.1 The general meeting of Shareholders determines, subject to the approval of the General Partner and within the limits provided by law, the Articles and the Issuing Document, how the income from the Sub-Fund will be applied with regard to each existing Class, and may declare, upon the consent of the General Partner, distributions.

22.2 For any Class entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in accordance with applicable laws.

22.3 Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the General Partner determines from time to time.

22.4 The General Partner may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends.

22.5 Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeited and revert to the Class(es) issued in the respective Sub-Fund.

22.6 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

**23. Art. 23. Merger, Dissolution and Liquidation of Sub-Funds and of the Company.**

Liquidation or Merger of Sub-Funds or Classes of Shares

23.1 In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Sub-Fund or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner and/or in the Issuing Document to be the minimum level for such Sub-Fund or Class to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation, or as a matter of economic rationalisation, the General Partner may decide to offer to the relevant Shareholders the conversion of their Shares into Shares of another Sub-Fund under terms fixed by the General Partner or to redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund or Class at the net asset value per share

(taking into account projected realisation prices of investments and realisation expenses calculated on the Valuation Date immediately preceding the date at which such decision will take effect). The Company will serve a notice to the holders of the relevant Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure for the redemption operations.

23.2 Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-Fund.

23.3 In addition, the general meeting of any Class or of any Sub-Fund will, in any other circumstances and without quorum and by simple majority, have the power, subject to the approval of the General Partner, to redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund or Class and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Date immediately preceding the date at which such decision will take effect.

23.4 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with a bank or credit institution as defined by the act of 5 April 1993 on the financial sector, as amended for a period of six months; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

23.5 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund or to another undertaking for collective investment organised under the provisions of the 2007 Act or the act of 20 December 2002 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment and to redesignate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of another sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be communicated in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), in order to enable Shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

23.6 Subject to the approval of the General Partner, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may, in any other circumstances, be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the Sub-Fund or Class concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

23.7 Furthermore, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred in this article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment will require a resolution of the Shareholders of the Class or Sub-Fund concerned taken with 50% quorum requirement of the Shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the Shares present or represented, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions will be binding only on such Shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

#### Winding Up

23.8 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles and subject to the consent of the General Partner.

23.9 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5, the question of the dissolution of the Company will be referred to the meeting of the Shareholders by the General Partner. Subject to the consent of the General Partner, the meeting of the Shareholders, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

23.10 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the meeting of the Shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 5; in such event, the meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided, upon the consent of the General Partner, by the Shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the meeting.

23.11 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

23.12 Should the Company be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the 1915 Act and the 2007 Act. In the event of a voluntary liquidation, the Company shall, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Company shall be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the competent regulatory body, shall be appointed by a meeting of the Shareholders, which shall determine their powers and compensation.

23.13 The decision to dissolve the Company will be published in the Memorial and, if required by law, in two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

23.14 If the Company were to be compulsorily liquidated, the provision of the 2007 Act will be exclusively applicable.

23.15 The issue of new Shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the meeting of the Shareholders, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.



23.16 The liquidator(s) will realise each Sub-Fund's assets in the best interests of the Shareholders and apportion the proceeds of the liquidation of each Sub-Fund, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each Class in accordance with their respective rights.

23.17 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they shall be forfeited.

**24. Art. 24. Amendments.** These Articles may be amended from time to time by a general meeting of Shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg, and subject to the consent of the General Partner.

**25. Art. 25. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be determined by application of the provisions of Luxembourg law, and, in particular, the 1915 Act and the 2007 Act.

#### *Transitory provisions*

(1) The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2009.

(2) The first annual general meeting of Shareholders shall be held in the year 2010, in particular to approve the accounts of the first financial year.

#### *Subscription and Payment*

The Articles having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

(1) MainBlue Asset Management, prenamed: Management Shares: ten . . . . .	10
(2) MainFirst Bank AG, prenamed: Ordinary Shares: two hundred and ninety . . . . .	290
(3) Oliver Haseley, prenamed: Ordinary Shares: ten . . . . .	10
Total of Management and Ordinary Shares: three hundred and ten . . . . .	310

All Management and Ordinary Shares have been fully paid up by contribution in cash, so that the paid-in share capital is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

#### *Statement and Estimation of Formation Expenses*

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

The appearing parties declare that the expenses, costs, fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its incorporation amount approximately to two thousand seven hundred Euros.

#### *General Meeting of Shareholders*

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to the holding of a general meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, the Shareholders passed with the consent of the General Partner, the following resolutions by unanimous vote:

1. that the purpose of the Company has been determined and that the Articles have been set;
2. that KPMG Audit S.à r.l. with registered office at 31, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg has been appointed as the external auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company; and
3. that the address of the registered office of the Company be 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present Articles are worded in English followed by a German version; at the request of the same appearing parties, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the German texts, the German version will prevail.

In witness whereof we, the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day and year first hereabove written.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Folgt die deutsche Übersetzung:**

Im Jahre zweitausendneun, am 26. Oktober.

Vor dem Notar Wersandt, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

(1) MainBlue Asset Management S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Gesellschaftssitz in 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, gemäß einer von Herrn Wersandt, Notar in Luxemburg, am 26. Oktober 2009 erstellten Gründungsurkunde, vertreten durch Herrn Daniel Van Hove und Herrn



Björn Kogler, noch nicht im Registre de Commerce et des Sociétés eingetragen, und deren Satzung noch nicht im Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde;

hier vertreten durch Arne Bolch, Anwalt, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 26. Oktober 2009;

(2) MainFirst Bank AG, eine Aktiengesellschaft deutschen Rechts mit Gesellschaftssitz in Torhaus Westhafen, Speicherstraße 57, D-60327 Frankfurt am Main, Deutschland, gegründet am 16. August 2001 und eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main, Deutschland unter der Nummer B 53.261, vertreten durch Herrn Björn Kirchner und Andreas Haindl als deren gesetzliche Verteter;

(3) hier vertreten durch Arne Bolch, Anwalt, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Frankfurt am Main, am 21. Oktober 2009;

(4) Oliver Haseley, Managing Director, MainFirst Bank AG, mit professioneller Adresse in Torhaus Westhafen, Speicherstraße 57, D-60327 Frankfurt am Main, Deutschland;

hier vertreten durch Arne Bolch, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Frankfurt am Main, am 9. Oktober 2009.

Die Vollmacht wird, nach Unterzeichnung ne varietur durch die Erschienenen und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

Die Erschienene, in ihrer oben angegebenen Eigenschaft, ersucht den unterzeichneten Notar, die nachfolgende Satzung einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) in der Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandité par actions) wie folgt zu beurkunden:

### **1. Art. 1. Bezeichnung und Form.**

1.1 Es besteht hiermit eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) unter der Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandité par actions) unter der Bezeichnung "MainBlue S.C.A., SICAV-FIS" (die Gesellschaft).

1.2 Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner derzeit gültigen Fassung (das Gesetz von 2007) und dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner derzeit gültigen Fassung (das Gesetz von 1915) (im Falle von Widersprüchen zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 hat das Gesetz von 2007 Vorrang) sowie der vorliegenden Satzung (die Satzung).

### **2. Art. 2. Dauer - Auflösung.**

2.1 Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Gesellschaft wird jedoch automatisch in Liquidation gesetzt, sollte ein Teilfonds liquidiert werden, soweit kein weiterer Teilfonds mehr zu dieser Zeit aktiv ist.

2.2 Die Gesellschaft kann mit der Genehmigung des Komplementärs (so wie im Paragraphen 17 definiert) durch einen Beschluss der Aktionäre (so wie im Paragraphen 3 definiert) der in der vorliegenden Satzung sowie im Gesetz von 1915 vorgesehenen Art und Weise angenommen wurde, aufgelöst werden.

### **3. Art. 3. Zweck der Gesellschaft.**

3.1 Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft besteht darin, ihr Vermögen in Vermögenswerte anzulegen, um die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären (die Aktionäre und einzeln der Aktionär) die Ergebnisse der Verwaltung ihres Vermögens zugute kommen zu lassen soweit nach dem Gesetz von 2007 zulässig, aber in jedem Fall gemäß den im Emissionsdokument der Gesellschaft (das Emissionsdokument) beschriebenen Bedingungen und Beschränkungen.

3.2 Die Gesellschaft ist ferner berechtigt, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erreichung oder zur Förderung dieses Gesellschaftszwecks im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes von 2007 notwendig oder nützlich erscheinen.

### **4. Art. 4. Gesellschaftssitz.**

4.1 Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz kann durch einen Beschluss des Komplementärs innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Komplementär kann durch einen Beschluss Niederlassungen und Repräsentanzen in einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gründen.

4.2 Sollte der Komplementär entschließen, dass bestehende oder unmittelbar drohende außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Umstände bestehen, welche die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegt werden. Eine solche vorübergehende Sitzverlegung lässt die Gesellschaft wirksam nach luxemburgischen Recht fortbestehen.

### **5. Art. 5. Gesellschaftskapital - Aktienklassen - Teilfonds - Form der Aktien.**

5.1 Das Gesellschaftskapital wird durch volleinbezahlte Aktien ohne Nennwert (die Aktien, einzeln die Aktie) repräsentiert und entspricht jederzeit dem Nettoinventarwert der Gesellschaft. Das Mindestkapital erhöht durch eine etwaige Ausgabeprämie, entspricht dem der gesetzlich festgelegten Summe, d.h. eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000) oder der Gegenwert in jeder anderen frei konvertierbaren Währung. Das Mindestkapital erhöht durch eine etwaige Ausgabeprämie der Gesellschaft muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft auf der in Paragraph 43 (1) des Gesetzes von 2007 erwähnten Liste, erreicht sein.

5.2 Das Gesellschaftskapital wird durch folgende Aktienklassen ohne Nennwert repräsentiert (die Aktienklassen und einzeln die Aktienklasse):

(a) die Komplementäraktien (die Komplementäraktien) welche dem Komplementär vorbehalten sind und welche dem Inhaber ein Recht auf Entlohnung gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokuments geben; und

(b) die Stammaktien (die Stammaktien) welche von den Kommanditisten gezeichnet werden, und, gegebenenfalls vom Komplementär.

5.3 Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) aufgeteilt in zehn (10) Komplementäraktien und dreihundert (300) Stammaktien.

5.4 Der Komplementär entscheidet ob weitere verschiedene Aktienklassen, deren spezifische Merkmale im Emissionsdokument erläutert werden, ausgegeben werden.

5.5 Der Komplementär kann Vermögensportfolios aufstellen, die jeder ein Teilfonds (einzeln der Teilfonds und zusammen die Teilfonds) im Sinne des Paragraphen 71 des Gesetzes von 2007 sind, mit einer oder mehreren Aktienklassen. Die Anlageziele und -beschränkungen eines Teilfonds können von denen anderer Teilfonds abweichen. Die Merkmale einer Aktienklasse können von denen anderer Aktienklassen abweichen. Ungeachtet der Teilfonds wird die Gesellschaft als eine einzige juristische Person angesehen. Jedoch, ist in Bezug auf Dritte und insbesondere in Bezug auf Gläubiger der Gesellschaft, jeder Teilfonds ausschließlich für alle Verbindlichkeiten die ihm zuzuschreiben sind, verantwortlich und wird es keine gegenseitige Haftung zwischen den Teilfonds geben.

5.6 Der Komplementär kann jeden Teilfonds für eine unbestimmte oder begrenzte Zeit auflegen. Im letzteren Falle wird die Gesellschaft zum Ablauf der Lebensdauer des Teilfonds alle Aktien der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 7 zurücknehmen. Hinsichtlich der Beziehungen zwischen den Aktionären, wird jeder Teilfonds als separate Einheit angesehen.

5.7 Innerhalb jeden Teilfonds können die Aktien in Serien ausgegeben werden die alle Aktien repräsentieren die an einem Bewertungstag (das Bewertungstag) in jeder Aktienklasse ausgegeben werden.

5.8 Um das Kapital der Gesellschaft bestimmen zu können werden alle Vermögenswerte jeder Aktienklasse falls nicht in EUR benannt, in EUR umgerechnet und das Kapital wird das gesamte Nettovermögen aller Aktienklassen darstellen. Das Kapital der Gesellschaft entspricht dem gesamten Nettovermögen aller Aktienklassen aller Teilfonds.

5.9 Die Gesellschaft wird ausschließlich Namensaktien (actions nominatives) ausgeben.

5.10 Die ausgegebenen Aktien der Gesellschaft werden in einem Aktienregister eingetragen, das von der Gesellschaft oder einer oder mehrere von der Gesellschaft zu diesem Zweck ernannten Personen geführt wird. Dieses Register enthält den Namen jedes Aktionärs, den der Gesellschaft angezeigten Wohnsitz oder gewählten Sitz und die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien.

5.11 Das Eigentum an den Aktien wird durch Eintrag in dieses Register begründet. Die Gesellschaft entscheidet ob ein Zertifikat dieser Eintragung dem Aktionär ausgestellt wird, oder ob der Aktionär eine schriftliche Bestätigung seines Aktieneigentums erhält. Nach Ermessen des Komplementärs können auch Globalurkunden ausgestellt werden.

5.12 Soweit Aktienzertifikate ausgegeben werden, werden vom Komplementär unterzeichnet. Diese Unterschrift wird entweder handschriftlich, gedruckt oder in Form eines Fax geleistet. Jedoch kann eine dieser Unterschriften von einer vom Komplementär ermächtigten Person ausgeführt werden. In einem solchen Fall erfolgt dies handschriftlich. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate, in einer Form, die der Komplementär für angemessen erklärt, erstellen.

## **6. Art. 6. Ausgabe und Zeichnung.**

6.1 Der Komplementär ist uneingeschränkt dazu ermächtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll eingezahlter Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht zur Zeichnung der auszugebenden Aktien zu gewähren.

6.2 Die Gesellschaft kann Bruchteile von Stammaktien zu tausendstel einer Stammaktien ausgeben und es versteht sich, dass diese Stammaktienbruchteile kein Stimmrecht haben. Solche Bruchteile haben jedoch ein pro rata Beteiligungsrecht an den Nettoerträgen und Liquidationserlösen der entsprechenden Aktienklasse im entsprechenden Teilfonds.

6.3 Der Komplementär kann Beschränkungen hinsichtlich der Häufigkeit der Ausgabe von Aktien in Aktienklassen bestimmen. Der Komplementär darf insbesondere beschließen, dass Aktien einer Aktienklasse nur während einer oder mehreren Zeichnungsperioden oder in anderen, wie im Emissionsdokument festgelegten Zeitabständen, ausgegeben werden.

6.4 Die Zeichnung von Aktien wird nur mit dem Abschluss eines Zeichnungsvertrags (der Zeichnungsvertrag) durch den jeweiligen Investoren und dem Komplementär gültig. Eine Bedingung des Zeichnungsvertrages kann die Barzahlung eines bestimmten Betrags oder die Einbringung einer Sacheinlage innerhalb einer bestimmten Zeitspanne nach Zeichnung der Aktien sein. Der Zeichnungsvertrag kann die Verpflichtung einer Zahlung eines bestimmten Barbetrags oder einer bestimmten Einbringung einer Sacheinlage nach Erhalt der vom Komplementär ausgestellten Einzahlungsaufforderung zur Kapitaleinzahlung enthalten.

6.5 Der Komplementär kann andere Zeichnungsbedingungen bestimmen, wie z. B. einen Mindestbetrag für Kapitalverpflichtungen, für nachfolgende Kapitalverpflichtungen, Verzugszinsen oder Eigentumsbeschränkungen. Diese Bedingungen werden im Emissionsdokument und/oder in dem Zeichnungsvertrag detailliert.

6.6 Das Versäumnis eines Investors oder Aktionärs innerhalb einer vom Komplementär festgelegten Zeitspanne, gleichen erforderlichen Beitrag oder andere bestimmte Zahlungen an die Gesellschaft gemäß den Bedingungen des Emissionsdokuments und/oder dem Zeichnungsvertrag oder Verpflichtung gegenüber der Gesellschaft zu leisten, berechtigt die Gesellschaft, dem entsprechenden Investor oder Aktionär (der Säumige Investor) vom Komplementär bestimmte und im Emissionsdokument und/oder in dem Zeichnungsvertrag detaillierte Strafmaßnahmen aufzuerlegen, welche insbesondere Folgendes beinhalten können:

(a) Das Recht der Gesellschaft, die Rücknahme der Aktien des Säumigen Investors gemäß Artikel 7 und zu einem Preis, der unter dem Nettoinventarwert liegt, gemäß den Bedingungen des Emissionsdokuments zu verlangen;

(b) Das Recht der Gesellschaft, alle ausgezahlten Ausschüttungen oder andere erfolgten Zahlungen hinsichtlich der Aktien des Säumigen Investors zurückzuhalten;

(c) Der Verlust des Rechts des Investors, ein Mitglied eines Beratungsorgans, das gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokuments aufgestellt wurde, zu sein oder vorzuschlagen;

(d) Der Verlust des Stimmrechts des Investors hinsichtlich Anliegen, die von allen oder einem bestimmten Teil der Aktionäre genehmigt werden müssen;

(e) Das Recht anderer Aktionäre, die Aktien des Säumigen Investors zu einem gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokuments und/oder durch den Komplementär festgelegten Preis, der niedriger als der Nettoinventarwert der Aktien sein kann, zu kaufen.

6.7 Die oben und im Emissionsdokument beschriebenen Strafen oder Maßnahmen schließen andere Maßnahmen, welche der Gesellschaft oder den Aktionären rechtlich oder gemäß dem Zeichnungsvertrag oder des Emissionsdokuments zur Verfügung stehen, nicht aus.

6.8 Wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis pro Aktie zu dem die Aktie angeboten wird, dem Nettoinventarwert pro Aktie der entsprechenden Aktienklasse in der entsprechenden Serie, so wie gemäß Artikel 10 der vorliegenden Satzung am Bewertungstag errechnet, wie der Komplementär gemäß dieser Politik von Zeit zu Zeit bestimmen kann. Dieser Preis kann um eine prozentuale Schätzung der Kosten und Ausgaben, welche anfallen, wenn die Gesellschaft den Gegenwert der Ausgabe anlegt und durch vom Komplementär gegebenenfalls anwendbare Zeichnungsgebühren, erhöht werden. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer vom Komplementär bestimmten Zeitspanne ausgezahlt.

6.9 Der Komplementär kann jedem Geschäftsführer, Verwalter, Angestellten oder bevollmächtigten Agenten die Befugnis erteilen Zeichnungen und die Zahlung neu ausgestellter Aktien anzunehmen und diese bereitzustellen.

6.10 Sollten Stammaktien nicht bezahlt werden, kann der Komplementär ihre Ausgabe annullieren und die Ausgabegebühren und Provisionen einfordern, oder die Aktien in nicht bezahlte Aktien umwandeln welche von der Gesellschaft zu einem Preis unter ihrem Wert, so wie im Emissionsdokument und/oder in dem Zeichnungsvertrag definiert, zurückgefordert werden können.

6.11 Der Komplementär kann einwilligen, Aktien als Gegenleistung einer Sacheinlage gemäß den Bedingungen des luxemburgischen Rechts, insbesondere die Pflicht ein Bewertungsgutachten eines Wirtschaftsprüfers (réviseur d'entreprises agréé) einzuholen, und unter der Bedingung, dass diese Vermögenswerte mit den Anlagezielen, Beschränkungen und Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds übereinstimmen.

## **7. Art. 7. Rücknahme von Aktien.**

7.1 Jeder Aktionär darf zu jeder Zeit die Rücknahme aller oder einen Teil seiner Aktien durch die Gesellschaft zu den in der Satzung und im Emissionsdokument aufgeführten Bedingungen innerhalb der gesetzlichen Grenzen beantragen.

7.2 Der Komplementär kann Beschränkungen zur Häufigkeit der Rücknahme der Aktien in jeder Aktienklasse bestimmen. Der Komplementär kann insbesondere entscheiden, dass Aktien einer Aktienklasse nur zu bestimmten im Emissionsdokument definierten Bewertungstagen zurückgenommen werden. Der Komplementär kann Sperrfristen bestimmen, während denen die Rücknahme von Aktien nicht möglich ist.

7.3 Der Rücknahmepreis wird während einer vom Komplementär und/oder dem Emissionsdokument bestimmten Zeitspanne ausgezahlt, soweit die Aktienzertifikate, soweit vorhanden, und Übertragungsdokumente bei der Gesellschaft eingegangen sind. Sollte die Berechnung des Nettoinventarwerts gemäß Artikel 10 zeitweilig aufgehoben sein, werden die Aktien eines Teilfonds nicht zurückgenommen.

7.4 Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettoinventarwert pro Aktie der entsprechenden Aktienklasse in der entsprechenden Serie des entsprechenden Teilfonds, bestimmt gemäß Artikel 10 der vorliegenden Satzung, abzüglich Gebühren und Provisionen (soweit vorhanden) zu einem vom Komplementär und/oder Emissionsdokument vorgegebenen Satz. Der entsprechende Rücknahmepreis kann auf die nächst höhere oder tiefere Einheit der entsprechenden Währung abgerundet werden, so wie der Komplementär und/oder das Emissionsdokument es bestimmt.

7.5 Sollte als Konsequenz eines Rücknahmeantrages die Anzahl des gesamten Nettoinventarwerts der Aktien die von jedem Aktionär in jeder Aktienklasse unter einer vom Komplementär und/oder Emissionsdokument bestimmten Anzahl oder Wert fallen, darf der Komplementär beschließen, dass diese Anfrage als Anfrage zur Rücknahme aller restlichen im Eigentum des Aktionärs befindlichen Aktien in der Aktienklasse zu handeln ist. Der Komplementär behält sich das Recht vor, in seinem Ermessen jeden Aktionär, der unter die Mindestanteilsanforderung einer Aktienklasse fällt, frei von Gebühren in eine andere angemessene Aktienklasse zu übertragen.

7.6 Aktien einer Aktienklasse werden nicht zurückgenommen wenn die Berechnung des Nettoinventarwerts durch den Komplementär gemäß Artikel 10 vorübergehend ausgesetzt wurde.

7.7 Des weiteren, sollte an einem bestimmten Bewertungstag Rücknahme- und/oder Umtauschanträge so wie sie es in diesem Artikel 8 beschrieben sind ein, vom Komplementär und/oder Emissionsdokument in Bezug auf die Anzahl oder den Wert der Aktien einer bestimmten Klasse, bestimmtes Niveau überschreiten, darf der Komplementär beschließen alle oder einen Teil der Rücknahmeanträge proportional für jeden Aktionär der eine Rücknahme oder einen Umtausch fordert für eine bestimmte Zeitspanne und in der Art und Weise in der der Komplementär es für nötig erachtet, im besten Interesse der Gesellschaft zu verschieben. Am nächsten Bewertungstag nach dieser Zeitspanne, werden diese Rücknahme- und Umtauschanfragen vorrangig gegenüber späteren Anfragen behandelt.

7.8 Die Gesellschaft hat das Recht, sollte der Komplementär es so entscheiden, die Auszahlung des Rücknahmepreises an einen Aktionär der zustimmt, in bar durchzuführen mittels einer Zuweisung an den Inhaber von Anlagen aus dem Vermögensportfolio, das in Verbindung mit dieser/diesen am Bewertungstag an dem der Rücknahmepreis berechnet wird, den Aktien, die zurückzunehmen sind, gleichwertigen (so wie in Artikel 10 beschrieben) Aktienklasse(n) aufgestellt wurde. Die Art der zu übertragenden Vermögenswerte wird auf einer gerechten und angemessenen Basis und ohne den Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) zu benachteiligen und die Bewertung wird durch einen besonderen Bericht des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung werden vom Erwerber getragen.

7.9 Sämtliche zurückgenommenen Aktien werden gelöscht.

#### **8. Art. 8. Umtausch von Aktien.**

8.1 Sofern nicht anders im entsprechenden spezifischen Teilfondsanhang vorgesehen, dürfen Aktionäre die Gesamtheit oder einen Teil ihrer Aktien einer spezifischen Aktienklasse in Aktien einer oder mehrerer anderen Aktienklassen (soweit verfügbar) im selben Teilfonds oder Aktien der gleichen oder verschiedener Aktienklassen (soweit verfügbar) in andere Teilfonds, jedes Mal unter Vorbehalt der Genehmigung durch den Komplementär umtauschen. Der Komplementär behält sich die Genehmigung eines Umtauschs in seinem Ermessen vor.

8.2 Der Preis zu dem die Aktien umgetauscht werden, werden in Bezug auf den entsprechenden Nettoinventarwert der entsprechenden Aktien der entsprechenden Aktienklasse oder des entsprechenden Teilfonds am entsprechenden Bewertungstages errechnet, unter Bezugnahme des, am entsprechenden Tag, effektiven Wechselkurses.

8.3 Sollte der Bewertungstag einer Anteilsklasse oder eines Teilfonds, welcher für den Umtausch maßgeblich ist, nicht mit dem Bewertungstag der Anteilsklasse oder des Teilfonds in die/das diese umgetauscht werden sollen, übereinstimmen, wird der Aktionär darauf hingewiesen, dass der umgetauschte Betrag keine Zinsen über die Zeitspanne zwischen den beiden Bewertungsdaten tragen wird.

8.4 Der Preis des Umtauschs von Aktien einer Aktienklasse in eine andere Aktienklasse wird in Bezugnahme auf den entsprechenden Nettoinventarwert der zwei Aktienklassen, am gleichen Bewertungstag, gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokuments berechnet. Der Umtausch von Aktien einer bestimmten Aktienklasse eines Teilfonds in Aktien einer anderen Aktienklasse des selben Teilfonds und/oder in Aktien der selben oder einer anderen Aktienklasse eines anderen Teilfonds, wird als Rücknahme der Aktien und gleichzeitiger Kauf von Aktien in der erworbenen Aktienklasse/oder im erworbenen Teilfonds angesehen.

8.5 Sollte als Konsequenz eines Umtauschantrages die Anzahl des gesamten Nettoinventarwerts der Aktien die von jedem Aktionär in jeder Aktienklasse unter einer vom Komplementär und/oder Emissionsdokument bestimmten Anzahl oder Wert fallen, darf der Komplementär beschließen, dass diese Anfrage als Anfrage zum Umtausch aller restlichen im Eigentum des Aktionärs befindlichen Aktien in der Aktienklasse zu bewerten ist. Der Komplementär behält sich das Recht vor, in seinem Ermessen jeden Aktionär, der unter die Mindestanteilsanforderung einer Aktienklasse fällt, frei von Gebühren in eine andere angemessene Aktienklasse zu übertragen.

8.6 Aktien einer Aktienklasse werden nicht umgetauscht wenn die Berechnung des Nettoinventarwerts durch den Komplementär gemäß Artikel 10 vorübergehend ausgesetzt wurde.

8.7 Sämtliche umgetauschte Aktien werden gelöscht.

#### **9. Art. 9. Eigentumsbeschränkungen.**

9.1 Die Gesellschaft ist berechtigt, das Eigentum an Aktien durch eine natürliche oder juristische Person einzuschränken oder zu vermeiden, wenn nach Ansicht der Gesellschaft ein solcher Aktienbesitz der Gesellschaft schaden würde, zu einem Verstoß gegen ein luxemburgisches oder anderes Gesetz oder eine Rechtsvorschrift führen würde, wenn der Gesellschaft durch das Aktieneigentum steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile entstehen könnten, die ihr ansonsten nicht entstanden wären (diese natürlichen oder juristischen Personen werden vom Komplementär bestimmt und in dieser Satzung als Nicht-Qualifizierte Personen definiert).

9.2 Insbesondere ist die Ausgabe und der Verkauf von Aktien nur an sachkundige Investoren im Sinne des Paragraphen 2 des Gesetzes von 2007 erlaubt. Ein institutioneller Anleger, ein professioneller Anleger und alle anderen Anleger, inbegriffen natürliche Personen, soweit diese schriftlich ihr Einverständnis zur Stellung als sachkundiger Investor bestätigt, einen Mindestbetrag von EUR 125.000 oder die gleiche Summe in jeder anderen frei umtauschbaren Währung investiert.

9.3 Wenn der Anleger schriftlich sein Einverständnis zur Stellung als sachkundiger Investor bestätigt und über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierdienstleistungsunternehmens

im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihm bescheinigt, den Sachverstand, die Erfahrung und Kenntnisse zu besitzen, um auf angemessene Weise eine Anlage in Risikokapital einschätzen zu können, darf es ihm erlaubt werden in die Gesellschaft weniger als EUR 125.000 oder die gleiche Summe in jeder anderen frei umtauschbaren Währung anzulegen.

9.4 Der Komplementär darf strengere als die im Paragraphen 2 des Gesetzes von 2007 aufgeführten Bedingungen aufstellen.

9.5 US Personen können eine spezifische Gruppe von Nicht-Qualifizierten Personen darstellen.

9.6 In diesem Sinne, darf die Gesellschaft:

(a) sich weigern Aktien auszugeben oder die Übertragung von Aktien einzutragen, sollte sich herausstellen, dass diese Eintragung oder Übertragung zu einem rechtlichen Erwerb oder wirtschaftlichen Eigentum der Aktien durch eine Nicht-Qualifizierte Person führt oder führen würde; und/oder

(b) zu jedem Zeitpunkt von der Person deren Namen eingetragen ist, oder die die Eintragung der Übertragung von Aktien in das Aktienregister ersucht, der Gesellschaft jede Informationen mit eidesstattlicher Erklärung zu beschaffen, die die Gesellschaft zur Feststellung ob der wirtschaftlichen Eigentümer der Aktien einer Nicht-Qualifizierten Person zufällt oder nicht, oder ob eine solche Registrierung dazu führen wird, dass das wirtschaftliche Eigentum auf eine Nicht-Qualifizierte Person übergeht; und/oder

(c) die Annahme einer von einer Nicht-Qualifizierten Person auf der Hauptversammlung abgegebenen Stimme zu verweigern; und/oder

(d) alle Ausschüttungen oder andere Zahlung die in Bezug auf die von einer Nicht-Qualifizierten Person gehaltenen Aktien gezahlt wurden zurückhalten;

(e) in Falle das eine Nicht-Qualifizierte Person entweder alleine oder zusammen mit einer anderen Person wirtschaftlicher Eigentümer der Aktien ist, die Nicht-Qualifizierte Person anzuweisen, ihre Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft gegenüber den Nachweis zu erbringen, dass dieser Verkauf erfolgt ist. Sollte der Aktionär dieser Anweisung nicht folgen, darf die Gesellschaft von diesem Aktionär die Aktien zwangsweise zurücknehmen oder zurücknehmen lassen; und/oder

(f) eine Zwangsrücknahme aller von einer Nicht-Qualifizierten Person gehaltenen Aktien anzuordnen, zu einem auf dem letzten berechneten Nettoinventarwert basierenden Preis, abzüglich einer Geldbuße die, im vollen Ermessen des Komplementärs (i) einem, vom Komplementär festgelegten und im Emissionsdokument beschriebenen, Prozentsatz des Nettoinventarwerts der entsprechenden Aktien oder (ii) den der Gesellschaft, durch den Besitz von Aktien durch eine Nicht-Qualifizierte Person entstandenen Kosten (einschließlich der mit der Zwangsrücknahme verbundenen Kosten) entspricht.

## **10. Art. 10. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie**

Berechnung und Veröffentlichung.

10.1 Der Nettoinventarwert pro Aktie einer Aktienklasse im entsprechende Teilfonds wird in der Währung der Aktienklasse oder des Teilfonds ausgedrückt und wird an einem Bewertungstag ermittelt indem man die Vermögenswerte der Gesellschaft, die dem entsprechenden Teilfonds zuzuschreiben sind, welche den Wert des Teils der Vermögenswerte abzüglich des Teils der Verbindlichkeiten die dieser Aktienklasse innerhalb des Teilfonds zuzuschreiben sind an diesem Bewertungstag darstellen, geteilt durch die Anzahl der Stammaktien die an diesem Bewertungstag ausstehen, zum Geschäftsabschluss in Luxemburg am entsprechenden Bewertungstag (inbegriffen Stammaktien in Bezug auf welche der Aktionär eine Rücknahme gefordert hat und außer den Stammaktien in Bezug auf welche eine Zeichnung zum entsprechenden Bewertungstag gefordert wurde) gemäß unten beschriebenen Bewertungsregeln. Der Nettoinventarwert pro Aktie kann auf das nächste Tausendstel auf- oder abgerundet werden. Wenn seit dem Zeitpunkt der Bestimmung des Nettoinventarwerts wesentliche Änderungen in der Börsennotierung an den Märkten an denen ein wesentlicher Teil der Anlage des entsprechenden Teilfonds gehandelt oder notiert wird eingetreten ist, darf der Komplementär, um die Interessen der Kommanditisten und der Gesellschaft zu schützen, die erste Bewertung annullieren und eine zweite Bewertung für alle an dem entsprechenden Bewertungstag eingegangenen Bewerbungen durchführen.

10.2 Die Häufigkeit zu der der Nettoinventarwert berechnet wird, wird für jeden Teilfonds in Teil B des Emissionsdokument detailliert.

10.3 Der Wert des Vermögens der Gesellschaft wird wie folgt bestimmt:

(a) Wertpapiere (Schuldspiele, Aktien und strukturierte Finanzinstrumente) die an einer Börse oder an einem geregelten Markt notiert und gehandelt werden, basieren auf den letzten erhältlichen Preis der Börse oder des geregelten Markts, der normalerweise der Hauptmarkt für solche Wertpapiere ist;

(b) Wertpapiere (Schuldspiele, Aktien und strukturierte Finanzinstrumente) die nicht an einer Börse notiert oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden zum vernünftig voraussehbaren netto Verkaufspreis (abzüglich latenter Steuern) bestimmt, welcher mit Vorsicht und nach Treu und Glauben vom Komplementär festgelegt wird. Sollte ein Nettoinventarwert für Aktien oder Anteile, die von einem Organismus für gemeinsame Anlagen (OGA) ausgestellt werden, welcher einen Nettoinventarwert pro Aktie oder Anteil berechnet, festgelegt werden, werden diese Aktien und Anteile entsprechend dem letzten verfügbaren, gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokuments des OGAs, oder zum letzten nicht offiziellen Nettoinventarwert (d. h. Schätzungen von Nettoinventarwerten welche normalerweise nicht zwecks Zeichnung und Rücknahme gebraucht werden oder welche von anderen Preisquellen stammen können - ein-



schließlich dem Anlageverwalter des OGAs - mit Ausnahme der Hauptverwaltungsstelle des OGAs) sollten diese aktueller als ihre offiziellen Nettoinventarwerte sein, bewertet. Der Nettoinventarwert der auf Grund nicht offizieller Nettoinventarwerte von OGAs berechnet werden, können vom Nettoinventarwert abweichen, welcher am entsprechenden Bewertungstag, welche basierend auf offiziellen von den Hauptverwaltungsstelle des OGA festgelegten Nettoinventarwerten berechnet worden wären. Dieser Nettoinventarwert ist jedoch endgültig und bindend, ungeachtet anderer späterer Berechnungen. Im Falle eines Bewertungsereignisses, welches nicht im letzten verfügbaren Nettoinventarwert der entsprechenden von solchen OGAs ausgestellten Aktien oder Anteile widerspiegelt wird, erfolgt die Schätzung der von solchen OGAs ausgestellten Aktien oder Anteile mit Vorsicht und nach Treu und Glauben gemäß den vom Komplementär aufgestellten Vorgängen zur Berücksichtigung dieses Bewertungsereignisses. Folgendes wird als Bewertungsereignis behandelt: Aufruf zur Kapitaleinzahlung, Ausschüttungen und Rücknahmen die durch den OGA erfolgen oder durch einen oder mehrere Basisanlagen, so wie auch wesentliche Ereignisse oder Entwicklungen, die entweder die Basisanlagen oder den OGA selbst betreffen;

(c) der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und bei Sicht fälligen Schuldscheinen sowie Forderungen, transitorischen Aktiva und erklärten oder aufgelaufenen jedoch noch nicht vereinnahmten Barausschüttungen und Zinsen wird in Höhe des jeweiligen Nennbetrages angesetzt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass dieser Betrag in voller Höhe vereinnahmt wird; in diesem Fall erfolgt ein Abschlag in der Höhe, die im Hinblick auf den wahren Wert des betreffenden Vermögenswertes angemessen ist;

(d) Der Liquidationserlös von Futures, Forwards oder Optionsverträgen, die nicht an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, bedeutet den Nettoliquidationserlös bestimmt gemäß den vom Komplementär festgelegten Verfahren, auf einer Basis, die konsequent bei jeder verschiedenen Art von Verträgen eingesetzt wird. Der Liquidationserlös von Futures, Forwards oder Optionsverträgen die an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt gehandelt werden basiert auf den letzten verfügbaren Abrechnungskurs dieser Verträge an Börsen oder geregelten Märkten auf die diese spezifischen Futures, Forwards oder Optionsverträge vom entsprechenden Teilfonds gehandelt werden; soweit ein Future oder Optionsvertrag nicht an dem Tag liquidiert wird, an dem der Nettoinventarwert bestimmt wird, wird der Liquidationswert solcher Verträge von dem Komplementär in angebrachter und vernünftiger Weise bestimmt;

(e) Alle anderen Vermögenswerte werden nach ihrem angemessenen Marktwert in Treu und Glauben gemäß dem vom Komplementär aufgestellten und im entsprechenden Teilfonds in Teil B des Emissionsdokuments beschriebenen Ablauf bewertet.

10.4 Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die auf eine andere Währung als die Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds lauten, werden zum letzten verfügbaren Referenzwechsellkurs einer bedeutenden Bank umgetauscht.

10.5 Der Komplementär kann nach eigenem Ermessen den Gebrauch einer anderen Bewertungsmethode erlauben wenn er erachtet, dass diese besser den angemessenen Wert der Vermögenswerte der Gesellschaft darstellt.

10.6 Der Nettoinventarwert pro Aktie einer jeden Aktienklasse und der Ausgabe- und Rücknahmepreis pro Aktie in einem Teilfonds kann zu den Bürozeiten im Sitz der Gesellschaft und/oder des Verwalters angefordert werden.

Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts

10.7 Die Gesellschaft kann vorübergehend die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Aktie in einem Teilfonds und die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Aktien von ihren Aktionären aussetzen

(a) wenn eine/r oder mehrere der geregelten Märkte, Börsen oder andere regulierte Märkte, die für die Bewertung eines wesentlichen Teils der Vermögenswerte des Teilfonds der Gesellschaft maßgeblich sind, oder einer oder mehrere geregelte Märkte, Börsen oder andere regulierte Märkte für die Währung, auf die ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des Teilfonds der Gesellschaft lautet, (außer an Feiertagen) geschlossen sind oder der Handel an diesen eingeschränkt oder ausgesetzt ist;

(b) wenn aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder Umstände, die außerhalb der Verantwortung und Kontrolle des Komplementärs liegen, die Verfügung über Vermögenswerte der Gesellschaft nicht in angemessener oder üblicher Weise möglich ist, bzw. den Interessen der Aktionäre in erheblichem Maße schaden würde;

(c) im Falle eines Ausfalls der gewöhnlich für die Bewertung von Anlagen des Teilfonds der Gesellschaft verwendeten Kommunikationswege oder falls aus außergewöhnlichen Umständen, für die der Komplementär nicht verantwortlich ist, der Wert eines Vermögenswertes der Gesellschaft nicht so schnell und präzise wie erforderlich bestimmt werden kann;

(d) wenn aufgrund von Devisenbeschränkungen oder sonstigen den Zahlungsverkehr beeinträchtigenden Beschränkungen Transaktionen namens der Gesellschaft unmöglich werden oder Käufe und Verkäufe von Vermögenswerten der Gesellschaft nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden können;

(e) nach Veröffentlichung einer Einberufung zu einer Generalversammlung der Aktionäre zum Zweck der Auflösung der Gesellschaft.

10.8 Eine solche Aussetzung in einem Teilfonds hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Aktie, die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Aktien in einem anderen Teilfonds.

10.9 Alle Rücknahmeanträge von Aktien sind unwiderruflich, außer im Falle einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts, in welchem Fall, die Aktionäre ihren Wunsch ihre Anträge zurückzuziehen bekanntmachen können. Sollte eine solche Bekanntmachung nicht innerhalb von 2 Bankarbeitstagen nach Sendung der Aussetzungsbekanntma-



chung an die Anleger, bei der Gesellschaft eingetroffen sein, wird die Anfrage zum ersten Bewertungstag, so wie für jeden entsprechenden Teilfonds bestimmt, nach Ende der Aussetzungsperiode bearbeitet.

#### **11. Art. 11. Anlagepolitik, Anlagebeschränkungen und Ausschüsse.**

11.1 Der Komplementär kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik der Gesellschaft im Hinblick auf jeden Teilfonds, (ii) jegliche Anlagebeschränkung, welche von Zeit zu Zeit auf die Anlagen der Gesellschaft und ihrer Teilfonds im Einklang mit dem Gesetz von 2007, (iii) die Hedging-Strategien, die in Bezug auf bestimmte Klassen angewendet werden und (iv) die Grundsätze, die im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils im Rahmen der vom Verwaltungsrat im Memorandum bestimmten Anlagebefugnisse und -beschränkungen sowie im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

11.2 Der Komplementär, der im besten Interesse der Gesellschaft handelt, kann entscheiden, gemäß den Bedingungen des Emissionsdokuments, dass (i) sämtliche oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf einer getrennten Basis mit anderen Vermögenswerte anderer Investoren, inbegriffen anderer Fonds und/oder ihre Teilfonds mitverwaltet werden können oder dass (ii) sämtliche oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf getrennter oder gemeinsamer Basis mitverwaltet werden können.

11.3 Der Komplementär kann innerhalb jeden Teilfonds Ausschüsse aufstellen und den Aufgabenbereich dieser Ausschüsse festlegen, einschließlich Empfehlungen und Ratschläge in Bezug auf die Verwaltung und die Geschäfte der Gesellschaft hinsichtlich des entsprechenden Teilfonds. Die Benennung der Ausschüsse und die Regeln zu ihrer Zusammenstellung, ihren Aufgabenbereichen, Aufgaben, Bezahlungen der besagten Ausschüsse werden im Emissionsdokument ausgelegt.

#### **12. Art. 12. Haftung der Aktionäre.**

12.1 Die Eigentümer von Stammaktien haften nur für die Summe ihrer Kapitaleinlage in der Gesellschaft.

12.2 Die Haftung des Komplementärs ist unbeschränkt.

#### **13. Art. 13. Versammlungen der Aktionäre.**

13.1 Die jährliche Hauptversammlung der Aktionäre wird, gemäß dem luxemburgischen Gesetz, in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort Luxemburg, der in dem Ladungsschreiben festgelegt wird, am ersten Freitag des Monats Juni um 11.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eines jeden Jahres abgehalten. Sollte dieser Tag kein Tag sein, an dem die Banken für allgemeine Geschäfte in Luxemburg geöffnet haben (ein Bankarbeitstag), dann wird die Hauptversammlung am nächsten Bankarbeitstag abgehalten.

13.2 Die übrigen Versammlungen können zu der Zeit und an dem Ort abgehalten werden, wie sie in der Ladung zur jeweiligen Versammlung angegeben sind.

13.3 Jeder Hauptversammlung sitzt ein Vertreter des Komplementärs vor.

13.4 Jeder Aktionär kann an einer Hauptversammlung mittels einer Audiokonferenz, einer Videokonferenz oder mittels ähnlichen Kommunikationsausstattung teilnehmen, wodurch (i) alle Versammlungsteilnehmer identifiziert werden können, (ii) die Aktionäre die an der Versammlung teilnehmen miteinander sprechen und sich gegenseitig hören können, (iii) die Übertragung der Versammlung ohne Unterbrechung durchgeführt werden kann und (iv) die Aktionäre sich ordentlich beraten können, und die Teilnahme an einer solchen Versammlung mittels dieser Ausstattung begründet die persönliche Anwesenheit bei der Versammlung.

13.5 Die Aktionär einer Aktienklasse oder Aktienklassen die bezüglich eines Teilfonds ausgestellt wurden, können jederzeit eine Hauptversammlung abhalten um über Themen zu beraten, die sich ausschließlich auf den Teilfonds beziehen.

13.6 Des Weiteren können Aktionäre jeder Aktienklasse jederzeit Hauptversammlungen abhalten in denen sie über Themen beraten, die sich spezifisch auf diese Aktienklasse beziehen.

#### **14. Art. 14. Ladungsfrist, Quorum, Vollmachten, Mehrheit.**

14.1 Die von dem Gesetz von 1915 geforderte Ladungsfrist und die Regeln zum Quorum gelten für die Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft, wie auch für die Leitung dieser Versammlungen, außer die Satzung sieht andere Bestimmungen vor.

14.2 Jede Aktie gibt Recht auf eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei einer Versammlung der Aktionäre durch einen andere von ihm ernannte Person vertreten lassen, mittels einer schriftlichen Vollmacht in Original, Fax, Telegramm oder Telex.

14.3 Außer bei anderen Anforderungen durch das Gesetz und der vorliegenden Satzung werden die Beschlüsse durch eine einfache Mehrheit der Anwesenden oder der Vertretenden getroffen, die mit Einverständnis des Komplementärs abstimmen.

14.4 Der Komplementär kann weitere Bedingungen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an den Versammlungen der Aktionäre teilnehmen zu können, aufstellen.

#### **15. Art. 15. Ladungsschreiben.**

15.1 Die Versammlungen der Aktionäre werden vom Komplementär einberufen. Das Ladungsschreiben jeder Versammlung der Aktionäre enthalten die Tagesordnung.

15.2 Ladungsschreiben müssen per Post acht Tage vor der Versammlung an die eingetragenen Aktionäre an die im Aktienregister angegebene Adresse zugeschickt werden.

15.3 Sofern alle Aktien Namensaktien sind, müssen die Ladungsschreiben per Einschreiben verschickt werden.

15.4 Sofern sämtliche Aktionäre der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Hauptversammlung ohne schriftliche Ladung stattfinden.

**16. Art. 16. Befugnisse der Versammlung der Aktionäre.** Jede ordentlich einberufene Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie darf nur mit Genehmigung des Komplementärs Punkte beschließen.

#### **17. Art. 17. Verwaltung.**

17.1 Die Gesellschaft wird von MainBlue Asset Management S.à r.l. (der Komplementär) einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) verwaltet, welche gegenüber der Gesellschaft für alle Verbindlichkeiten, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft erfüllt werden können, gesamtschuldnerisch haftet.

17.2 Der Komplementär verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Interesse der Gesellschaft und welche nicht ausdrücklich durch die geltenden Gesetze oder durch diese Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind auszuüben.

17.3 Insbesondere wird der Komplementär die Befugnis haben, im Namen der Gesellschaft den Gesellschaftszweck auszuführen und alle Handlungen durchzuführen Verträge und sonstige Verpflichtungen einzugehen, die er für nötig oder ratsam hält oder für dazu zugehörig erachtet.

#### **18. Art. 18. Verwahrstelle.**

18.1 Im erforderlichen Umfang des Gesetzes von 2007 wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank oder einer anderen Einrichtung für Spareinlagen im Sinne des luxemburgischen Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner derzeit gültigen Fassung eingehen (die Depotbank).

18.2 Die Depotbank wird die im Gesetz von 2007 bestimmten Pflichten und Verantwortungen erfüllen. Kündigt die Depotbank an, dass sie ihre Funktionen nicht mehr ausüben will, wird der Komplementär sich nach besten Kräften bemühen eine neue Depotbank als Nachfolger zu finden und wird sie an Stelle der abgebenden Depotbank ernennen. Der Komplementär kann den Depotbankvertrag beenden. Die Depotbank bleibt jedoch solange und soweit aus dem Depotbankvertrag verpflichtet, bis eine neue Depotbank als Nachfolger bestellt wurde.

18.3 Solange und soweit die Depotbank nicht innerhalb von zwei Monaten ab dem Datum des Beschlusses des Komplementärs den Depotbankvertrag zu beenden, oder der Entscheidung der Depotbank sich zurückzuziehen, ersetzt wurde, wird die Depotbank alle Maßnahmen ergreifen, um die Interessen der Aktionäre der Gesellschaft zu sicherzustellen.

**19. Art. 19. Rechtsverbindliche Unterschrift.** Durch die Unterschrift der gesetzlichen Vertreter des Komplementärs oder durch die einzelne oder gemeinsame Unterschrift von hierzu ordnungsgemäß vom Komplementär bevollmächtigten Personen, wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

#### **20. Art. 20. Wirtschaftsprüfer.**

20.1 Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird durch einen von der Hauptversammlung bestellten Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) überprüft. Der Wirtschaftsprüfer erhält für seine Tätigkeit eine Vergütung von der Gesellschaft.

20.2 Der Wirtschaftsprüfer unterliegt den Vorschriften des Gesetzes von 2007.

#### **21. Art. 21. Geschäftsjahr.**

21.1 Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar jedes Jahres und endet am 31. Dezember des darauf folgenden Jahres.

21.2 Die Konten der Gesellschaft werden in EUR geführt.

#### **22. Art. 22. Ausschüttungen.**

22.1 Die Hauptversammlung wird, vorbehaltlich der Genehmigung des Komplementärs und im Rahmen des geltenden Rechts, der Satzung und des Emissionsdokuments, über die Verwendung der Nettoanlageerträge der Teilfonds in Bezug auf jede bestehende Klasse beschließen und kann die Zahlung von Ausschüttungen, mit Genehmigung des Komplementärs bestimmen.

22.2 Für jede Aktienklasse, die zu Ausschüttungen berechtigt ist, kann der Komplementär beschließen, Zwischendividenden gemäß dem geltenden Recht auszuzahlen.

22.3 Ausschüttungen erfolgen in der vom Komplementär bestimmten Währung und in der Zeit und an dem Ort, wie vom Komplementär von Zeit zu Zeit festgelegt.

22.4 Der Komplementär kann die Ausgabe von Vorzugsaktien anstelle von Barausschüttungen bestimmen.

22.5 Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten der betreffenden Klasse im entsprechenden Teilfonds.

22.6 Auf von der Gesellschaft angekündigte Ausschüttungen erfolgen keine Zinszahlungen, wenn die Gesellschaft den Ausschüttungsbetrag für den Begünstigten verwahrt.

### **23. Art. 23. Fusion, Auflösung, Liquidation von Teilfonds und der Gesellschaft.**

#### Liquidation und Fusion von Teilfonds und der Gesellschaft

23.1 Im Falle, dass aus irgendeinem Grund, der Wert des gesamten Nettovermögens eines Teilfonds oder der Gesellschaft unter einen vom Komplementär und/oder dem Emissionsdokument als vom Teilfonds oder der Aktienklasse Mindestbetrag um wirtschaftlich effizient betrieben zu werden festgelegten Betrag fällt oder diesen im Falle einer wesentlichen Änderung der politischen, wirtschaftlichen oder finanziellen Lage, oder aus Gründen einer wirtschaftlichen Rationalisierung, oder sonst nicht erreicht, kann der Komplementär beschließen, den entsprechenden Aktionären den Umtausch ihrer Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds unter den vom Komplementär festgelegten Bedingungen anzubieten oder alle Aktien des entsprechenden Teilfonds, oder der entsprechenden Aktienklasse zum Nettoinventarwert pro Aktie zurückzunehmen (unter Bezugnahme der vorgesehenen Verkaufspreise der Anlagen und der Verkaufskosten zum Bewertungstag, der dieser Entscheidung vorausgeht). Die Gesellschaft wird den Eigentümern der entsprechenden Aktien vor dem tatsächlichen Datum der Zwangsrücknahme eine Ankündigung zusenden, in der die Gründe und die Vorgehensweise der Rücknahme enthalten werden.

23.2 Die Zeichnungsanfragen werden am Datum der Ankündigung der Liquidation, der Fusion oder der Übertragung des entsprechenden Teilfonds eingestellt.

23.3 Zudem hat die Hauptversammlung jeder Aktienklasse oder jedes Teilfonds unter allen anderen Umständen und ohne Mindestanwesenheitsquorums das Recht, durch einfache Mehrheit zu beschließen, vorbehaltlich des Einverständnisses des Komplementärs, alle Aktien des entsprechenden Teilfonds oder der entsprechenden Aktienklasse zurückzunehmen und den Aktionären den Nettoinventarwert ihrer Aktien zurückzuzahlen, (unter Bezugnahme auf den tatsächlich realisierten Verkaufspreis der Anlagen und der jeweiligen Kosten des Verkaufs) zum Bewertungstag, der dieser Entscheidung vorausgeht.

23.4 Vermögenswerte, die anlässlich der Umsetzung der Rücknahme nicht an die jeweiligen Begünstigten zugeteilt werden können, werden einer Bank oder einer anderen Einrichtung für Spareinlagen im Sinne des luxemburgischen Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner derzeit gültigen Fassung für eine Zeitspanne von sechs Monaten zur Verwahrung übergeben. Nach Ablauf dieser Zeitspanne werden die Vermögenswerte bei der Caisse de Consignation im Namen der ermächtigten Person hinterlegt.

23.5 Unter den gleichen Umständen wie im ersten Abschnitt dieses Paragraphen angegeben, kann der Komplementär entscheiden, die Vermögenswerte eines Teilfonds den Vermögenswerten eines anderen bestehenden Teilfonds oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, der den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 oder dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner abgeänderten Fassung, unterliegt, oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen zuteilen und diese Aktien aus dem entsprechenden Teilfonds als Aktien eines anderen Teilfonds umzuwidmen (soweit erforderlich nach Zusammenlegung oder Aufspaltung von Aktienbruchteilen und gegebenenfalls der Auszahlung eines entsprechenden Betrages auf einen solchen Bruchteil). Diese Entscheidung wird in der im ersten Abschnitt dieses Paragraphen beschriebenen Art und Weise einen Monat vor seiner Wirksamkeit bekannt gemacht (und die Veröffentlichung wird Informationen über den neuen Teilfonds beinhalten), um es den Aktionären zu ermöglichen die Rücknahme ihrer Aktien innerhalb dieser Zeitspanne frei von jeglichen Kosten zu beantragen.

23.6 Vorbehaltlich der Genehmigung des Komplementärs kann in anderen Fällen während einer Hauptversammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds oder der entsprechenden Aktienklasse, für welche es keine Mindestanwesenheitsquorum geben wird und welche über die Fusion mittels einer einfachen Mehrheit der Anwesenden oder an der Abstimmung Vertretenen teilnehmen, über die Zahlung der Vermögenswerte und Verpflichtungen die einem Teilfonds oder einem anderen Teilfonds innerhalb der Gesellschaft zustehen, entschlossen werden.

23.7 Des weiteren, benötigt die Zahlung von Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten die einem anderen Teilfonds oder Organismus für gemeinsame Anlagen, die in diesem Paragraphen erwähnt werden oder die einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen zuzuschreiben sind, einen Beschluss der Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse oder des entsprechenden Teilfonds der mit einer Mindestanwesenheit von 50% der ausgegebenen Aktien und mit einer 2/3 Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien entschieden wird, außer wenn eine solche Fusion in ein Sondervermögen nach luxemburgischen Recht (fonds commun de placement) oder einem im Ausland ansässigen Organismus für gemeinsame Anlagen ausgeführt wird, in welchem Fall die Beschlüsse nur für die Aktionäre binden sind, die sich für eine solche Fusion ausgesprochen haben.

#### Auflösung

23.8 Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss einer Hauptversammlung aufgelöst werden; für diese Versammlung gelten die in dieser Satzung niedergelegten Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und zur Mindestanwesenheit und unter Vorbehalt der Genehmigung durch den Komplementär.

23.9 Fallen die Vermögenswerte der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals des Artikel 5, hat der Komplementär einer Hauptversammlung die Frage der Auflösung der Gesellschaft zur Beschlussfassung vorzulegen. Unter Vorbehalt der Genehmigung durch den Komplementär, ist keine Mindestanwesenheit für die

Beschlussfähigkeit dieser Hauptversammlung erforderlich und Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der auf der Versammlung vertretenen Aktien gefasst.

23.10 Fällt das Gesamtvermögen der Gesellschaft unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, hat der Komplementär einer Hauptversammlung die Frage der Auflösung der Gesellschaft zur Beschlussfassung vorzulegen; für die Beschlussfähigkeit dieser Hauptversammlung ist keine Mindestanzahl von Aktien erforderlich. Der Beschluss zur Auflösung der Gesellschaft kann von Anlegern gefasst werden, die ein Viertel der auf der Versammlung vertretenen Aktien halten.

23.11 Die Versammlung ist so einzuberufen, dass sie innerhalb von vierzig Tagen ab dem Datum der Feststellung abgehalten wird, dass das Nettovermögen unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals gefallen ist.

23.12 Sollte die Gesellschaft freiwillig liquidiert werden, erfolgt ihre Liquidation im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007. Im Falle einer freiwilligen Liquidation besteht die Gesellschaft nach ihrer Auflösung für Zwecke der Liquidation weiter fort. Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Liquidatoren geführt, die durch eine Hauptversammlung bestellt werden, welche auch ihre Befugnisse und Vergütung festlegt.

23.13 Die Entscheidung, die Gesellschaft aufzulösen wird im Mémorial und soweit gesetzlich erforderlich, in zwei Tageszeitungen mit angemessener Verbreitung, wovon eine eine luxemburgische Zeitung sein muss, veröffentlicht.

23.14 Im Falle der Zwangsliquidation der Gesellschaft gelten ausschließlich die Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

23.15 Die Ausgabe neuer Aktien durch die Gesellschaft wird an dem Datum der Veröffentlichung der Mitteilung über die Hauptversammlung, die über die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschließen soll, eingestellt.

23.16 Der Liquidationserlös jedes Teilfonds wird im besten Interesse der Aktionäre, durch die Liquidatoren auf die Aktionäre jedes Teilfonds anteilig im Verhältnis ihrer jeweiligen Beteiligung aufgeteilt.

23.17 Beträge, die am Ende des Liquidationsverfahrens durch die Anleger nicht geltend gemacht wurden, werden im Einklang mit Luxemburger Recht bei der Caisse de Consignation in Luxemburg für dreißig (30) Jahre hinterlegt. Sollten die hinterlegten Beträge zum Ablauf dieser Frist nicht geltend gemacht worden sein, verfallen sie.

**24. Art. 24. Satzungsänderung.** Die Bestimmungen dieser Satzung können durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, die den Bedingungen betreffend das Quorum und der Stimmmehrheit nach dem luxemburgischen Recht unterworfen ist, und unter Vorbehalt der Genehmigung durch den Komplementär, abgeändert werden.

**25. Art. 25. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007 geregelt.

#### *Übergangsbestimmungen*

(1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2009.

(2) Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahr 2010 statt, insbesondere um den Jahresabschluss der Gesellschaft zu bestätigen.

#### *Zeichnung*

Nachdem die Satzung der Gesellschaft somit erstellt wurde, zeichnen die erschienenen Parteien wie folgt:

(1) MainBlue Asset Management, oben benannt: Komplementäraktien: zehn . . . . .	10
(2) MainFirst Bank AG, oben benannt: Stammaktien: zwei hundert neunzig . . . . .	290
(3) Oliver Haseley, oben benannt: Stammaktien: zehn . . . . .	10
Gesamtanzahl der Komplementäraktien und Stammaktien: dreihundertzehn . . . . .	310

Die Aktien wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass der eingezahlte Betrag jetzt der Gesellschaft frei zur Verfügung steht. Ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichnenden Notar vor.

#### *Kosten*

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich. Weiterhin bestätigt der amtierende Notar, dass die Vorschriften des Artikels 27 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind.

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen in beliebiger Form, die von der Gesellschaft bei ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf rund zweitausend siebenhundert Euro geschätzt.

#### *Beschlüsse*

Die vorstehend genannten Parteien, die das vollständig gezeichnete Kapital vertreten und die sich als ordentlich einberufen erklären, halten sofort eine Hauptversammlung ab.

Nach Prüfung der ordentlichen Einberufung der Versammlung, haben die Aktionäre mit Genehmigung des Komplementärs nachstehenden Beschlüsse einstimmig gefasst:

1. Der Zweck der Gesellschaft wurde bestimmt und in der Satzung festgelegt.

2. Zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft wird KPMG Audit S.à r.l. mit Sitz in 31, Allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, ernannt.

3. Sitz der Gesellschaft ist 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit auf Anfrage der erschienenen Partei, dass die vorliegende Ausfertigung in englischer Sprache erstellt wurde und eine deutsche Fassung der englischen Ausfertigung folgt. Auf Anfrage der erschienenen Partei hat die deutsche Fassung im Falle von Widersprüchen zwischen der englischen und deutschen Fassung Vorrang.

Worüber in Luxemburg Urkunde aufgenommen wird, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Erschienenen, hat derselbe die vorliegende Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Arne Bolch, Carlo Wersandt.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 octobre 2009. LAC/2009/44999. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Für gleichlautende Kopie.

Référence de publication: 2010015035/1157.

(100008917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

### **LDV Management II Aerium Opportunity I S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 115.979.

#### *Extrait des résolutions des actionnaires*

Suite aux résolutions des actionnaires de la société prise en date du 16 novembre 2009, il a été décidé:

- de nommer Monsieur Grégory Noyen, né le 22 janvier 1980 à Liège (Belgique), et résidant professionnellement au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg (Grand-Duché de Luxembourg), Monsieur Antoine Lam-Chok, né le 21 août 1965 à Port Louis (Ile Maurice), et résidant professionnellement au 1 Knightsbridge, SW1X7LX Londres (Grande-Bretagne) et Monsieur Jacques Ruimy, né le 27 juin 1932 à Mazagan (Maroc), et résidant professionnellement au 121, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris (France), en qualité de membres du conseil de surveillance de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes annuels de la société au 31 décembre 2013, en remplacement de Messieurs Franck RUIMY, Ely Michel Ruimy et David Smith.

A titre informatif, veuillez noter que le siège social du gérant de la Société, LDV Management II S.à r.l., a été transféré au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

Further to the resolutions of shareholders of the Company dated November 16, 2009, it has been decided:

- to appoint Mr Gregory Noyen, born on 22nd January 1980 in Liège (Belgium), and residing professionally at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg (Grand Duchy of Luxembourg), Mr Antoine Lam-Chok, born on 21st August 1965 in Port Louis (Mauritius), and residing professionally at 1 Knightsbridge SW1X 7LX London (United Kingdom) and Mr Jacques Ruimy, born on 27 June 1932 in Mazagan (Morocco), and residing professionally at 121, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris (France), as members of the Supervisory Board of the Company until the annual general meeting approving the annual accounts of the Company as of December 31st, 2013, in replacement of Mr Franck RUIMY, Mr Ely Michel Ruimy and Mr David Smith.

For your information, please note that the registered office of LDV Management II S.à r.l., manager of the Company, has been transferred to 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010016133/30.

(100009366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

### **Hankwood S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 101.769.

Par la présente, je vous informe que je démissionne de mes fonctions d'administrateur de la société avec effet immédiat.  
Luxembourg, le 1<sup>er</sup> novembre 2009. Thierry FLEMING.

Référence de publication: 2010016631/9.

(100010331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

**Espace Immo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.  
R.C.S. Luxembourg B 84.390.

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire en date du 30/11/2009 que le commissaire aux comptes Fiduciaire Hellers, Kos & Associés S.à r.l. avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg et inscrite au RCSL sous le numéro B 121.917 a changé de dénomination, la nouvelle dénomination étant G.T. Experts Comptables S.à r.l.

Le mandat du commissaire aux comptes est prolongé et prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire en 2012.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20.01.2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl, Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2010016118/15.

(100009968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

---

**Hot Chocolate G.m.b.H. - Distribution de boissons chaudes et froides, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5551 Remich, 1, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 80.144.

Hiermit wird folgender Punkt bekannt gemacht sowie festgehalten zur Berichtigung beim Handelregister:

- Die aktuelle Adresse der Geschäftsführerin Frau Sonja Eichhorn, geboren am 23.10.1969 lautet: In den Heckengärten 5, D-66399 Mandelbachtal-Bebelsheim,

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, den 12. Januar 2010.

Unterschrift  
Bevollmächtigter

Référence de publication: 2010016251/14.

(100009988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

---

**Nouricia S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 115.131.

Par la présente, le domiciliataire dénonce avec effet immédiat la domiciliation du siège de la société NOURICIA S.A., société enregistrée au Registre de Commerce, Section de Luxembourg, n° B 115.131.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 20 janvier 2010.

Pour extrait conforme  
Signature  
Le domiciliataire

Référence de publication: 2010016699/13.

(100010994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

---

**Draken S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 138.864.

Les comptes au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société  
Un mandataire

Référence de publication: 2010017403/12.

(100011529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

---



**Acorn (Luxco) 3, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 101.592.

Les comptes annuels au 31 mars 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010017507/11.

(100011094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

**Ital Santé Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 96.710.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010017505/10.

(100011073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

**Acorn (Luxco) 2, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 44.000,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 101.593.

Les comptes annuels au 31 mars 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010017510/11.

(100011086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

**Acorn (Luxco) 2, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 44.000,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 101.593.

Les comptes annuels au 31 mars 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010017509/11.

(100011088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

**Acorn (Luxco) 3, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 101.592.

Les comptes annuels au 31 mars 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010017508/11.

(100011093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

**Ital Santé Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 96.710.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010017506/10.

(100011076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

**Bragelone S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue Jean-Pierre Beicht.

R.C.S. Luxembourg B 78.220.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AKELYS EUROPEAN SCORE

20, rue Jean-Pierre Beicht

L-1226 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2010017503/13.

(100011666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

**Greenfield S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 141.138.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 19 janvier 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010017500/10.

(100011604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

**Institut la Maison de la Beauté S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8340 Olm, 14, boulevard Robert Schuman.

R.C.S. Luxembourg B 104.477.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010017501/10.

(100011624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

**Espasande Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 110.057.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signatures

Référence de publication: 2010017482/11.

(100011490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

**ProLogis Spain II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 65.261.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2009.

ProLogis Directorship Sàrl

*Gérant*

Représenté par Gareth Alan Gregory

*Gérant*

Référence de publication: 2010017486/14.

(100011174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

---

**ProLogis Belgium III S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 76.432.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2009.

ProLogis Directorship Sàrl

*Gérant*

Représenté par Gareth Alan Gregory

*Gérant*

Référence de publication: 2010017485/14.

(100011177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

---

**ProLogis Spain XX S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 113.534.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2009.

ProLogis Directorship Sàrl

*Gérant*

Représenté par Gareth Alan Gregory

*Gérant*

Référence de publication: 2010017488/14.

(100011170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

---

**Sempre S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 23.291.

—  
Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 7 novembre 1985

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour SEMPRE S.A. (en liquidation)*

Signature

Référence de publication: 2010017518/12.

(100011289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2010.

---

**Nano Growth S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 4, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 150.698.

—  
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the twenty-ninth of December.

Before the undersigned Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

BN & Partner Schweiz AG, having its registered office at Haus zur Bruggmühle / Wohlerstrasse 2, CH-5620 Bremgarten, registered at the Trade and Companies' Registrar of Kanton Aargau under number CH-400.3.025.163-2,

here represented by Diane Wolf, private employee, with professional address at 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 21 December 2009.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) which is declared organized and the articles of association of which shall be as follows:

**A. Purpose - Duration - Name - Registered office**

**Art. 1.** There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name of Nano Growth S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

**Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies or funds in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies/funds as the Company, grant loans or otherwise assist the companies or funds in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies/funds as the Company.

The Company may borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities in accordance with Luxembourg law.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

**Art. 3.** The Company is incorporated for an unlimited period.

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, of the board of managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

In the event that the manager or the board of managers determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

**B. Share capital - Shares**

**Art. 5.** The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred EUR (EUR 12,500.-) represented by one hundred twenty-five (125) shares with a par value of one hundred EUR (EUR 100.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings of shareholders.

**Art. 6.** The share capital may be modified at any time by approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least in accordance with the provisions of the Law.

**Art. 7.** The Company will recognize only one holder per share. Joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 8.** The Company's shares are freely transferable among shareholders. Any inter vivos transfer to a new shareholder is subject to the approval of such transfer given by shareholders representing at least three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the owners of shares representing three quarters of the rights of the survivors, subject to and in accordance with the Law. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

**Art. 9.** The death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency of any of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

### C. Management

**Art. 10.** The Company is managed by one or several managers, who need not be shareholders.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The managers are appointed by the sole shareholder, or as the case may be, the shareholders, who fix(es) the term of their office. They may be dismissed freely at any time by the sole shareholder, or as the case may be, the shareholders.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one manager, by the individual signature of any manager and by the signature of any duly authorised signatory within the limits of such authorisation.

**Art. 11.** In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which may choose from among its members a chairman, and, as the case may be, a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by consent in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by facsimile, e-mail or any other similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting; in case of tied votes, the chairman shall have a casting vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

**Art. 12.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

**Art. 13.** The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.



**Art. 14.** The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

**Art. 15.** The manager or, in case of several managers, the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of association.

#### **D. Supervision of the Company**

**Art. 16.** The operations of the Company may be supervised by one or several statutory auditors, which need not be shareholders. The general meeting of shareholders may appoint one or more statutory auditor(s) and determines the term of its (their) office. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the general meeting of shareholders will appoint one or more statutory auditor(s).

If the Company exceeds the limits of two of the three criteria determined by article 35 of the law of 19 December 2002 concerning the register of commerce and companies and the accounting and annual accounts of undertakings for a period as set out by article 36 of the same law, the institution of statutory auditor(s), if any, is suppressed and one or more independent auditor(s) (réviseur d'entreprise) chosen among the members of the Institut des Réviseurs d'Entreprises will be designated by the general meeting of shareholders, which fixes their number and the term of their office.

#### **E. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders**

**Art. 17.** Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

**Art. 18.** The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital.

The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 19.** In the case of a sole shareholder, such shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

#### **F. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits**

**Art. 20.** The Company's financial year commences on 1st January and ends on 31st December of the same year.

**Art. 21.** Each year on 31st December, the accounts are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 22.** Each year, five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

#### **G. Dissolution - Liquidation**

**Art. 23.** In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who need not be shareholders, and who are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the shares of the Company held by them.

#### **H. Final clause - Governing Law**

**Art. 24.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

#### *Subscription and Payment*

The shares have been subscribed as follows:

BN & Partner Schweiz AG, aforementioned . . . . .	125 shares
Total: . . . . .	<u>125 shares</u>

All the shares subscribed are fully paid-up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

*Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of this deed of the Company and shall terminate on 31. December 2010.

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

*General meeting of shareholders*

The sole shareholder, exercising the powers of the general meeting of shareholders and representing the entire share capital of the Company, has immediately passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg;
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period:
  - Mr Volker Dietrich, born on 12. Oktober 1971 in Singen (Hohentwiel), professionally residing in Untermainkai 20, D-60329 Frankfurt a. Main
  - Mr Rene Assion, born on 28. Marz 1978 in Offenbach am Main, professionally residing in Untermainkai 20, D-60329 Frankfurt a. Main

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, known to the notary by name, first name and residence, the said proxy holder of the person appearing signed together with the notary the present deed.

**Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes**

Im Jahr zweitausendneun am neunundzwanzigsten Dezember.

vor dem unterzeichnenden Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

BN & Partner Schweiz AG, mit Sitz in Haus zur Bruggmühle / Wohlerstrasse 2, CH-5620 Bremgarten, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregisters des Kantons Aargau unter der Nummer CH-400.3.025.163-2,

hier vertreten durch Frau Diane Wolf, Privatangestellte, geschäftlich ansässig in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, aufgrund einer am 21. Dezember 2009 ausgestellten privatschftlichen Vollmacht.

Die vorerwähnte Vollmacht bleibt, nach Paraphierung ne varietur durch den Vertreter der erschienenen Partei und den beurkundenden Notar, vorliegender Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben angegeben, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung urkundlich festzustellen, wie hiermit beschlossen wird und deren Satzung wie folgt lautet:

**A. Zweck - Dauer - Name - Sitz**

**Art. 1.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Firmennamen Nano Growth S.à r.l. (nachstehend die "Gesellschaft") welche den Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner aktuellen Fassung (das "Gesetz über Handelsgesellschaften") und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung unterliegt.

**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstigen Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren jeder Art durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, das Management, die Kontrolle und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften/Fonds, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften/Fonds zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann in jeder Form Geld leihen sowie Wechsel, Schuldverschreibungen und Anleihen und generell alle Arten von Schuldbzw. Wertpapieren einschließlich Mischformen in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht ausgeben.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher und finanzieller Natur oder im Zusammenhang mit Grundeigentum oder gewerblichem Rechtsschutz vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

**Art. 3.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

**Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer, an jeden beliebigen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer, Zweigstellen oder Agenturen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Sollten der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation zwischen ihrem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen können, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche trotz einer vorübergehenden Verlegung ihres Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

## B. Gesellschaftskapital - Anteile

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in hundertfünfundzwanzig (125) Anteile zu je hundert Euro (EUR 100,-).

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss einer Mehrheit von Gesellschaftern, die zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in Übereinstimmung mit dem Gesetz über Handelsgesellschaften geändert werden.

**Art. 7.** Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Inhaber pro Anteil an. Steht ein Anteil mehreren Berechtigten zu, so ernennen sie einen gemeinschaftlichen Vertreter, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

**Art. 8.** Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Im Fall des Todes eines Gesellschafter können die Anteile des verstorbenen Gesellschafter an einen Dritten nur mit Zustimmung der Inhaber von Anteilen, die drei Viertel der Rechte der Überlebenden vertreten und im Übereinstimmung mit unter den Voraussetzungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Eltern oder Abkömmlinge oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, jedoch höchstens vierzig (40), sofern sich gesetzlich nichts Gegenteiliges vorgeschrieben ist.

**Art. 9.** Die Gesellschaft wird weder durch Tod, noch durch Entmündigung, Auflösung, Bankrott oder Zahlungsunfähigkeit einer ihrer Gesellschafter aufgelöst.

## C. Geschäftsführung

**Art. 10.** Die Geschäftsführung obliegt einem oder mehreren Geschäftsführern, welche nicht Gesellschafter sein müssen.

Gegenüber Dritten ist der Geschäftsführer, bzw. im Fall von mehreren Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer, unter allen Umständen unbeschränkt befugt, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehenden Geschäfte und Handlungen zu genehmigen. Die Geschäftsführer werden durch den Alleingesellschafter bzw. durch die Gesellschafter bestellt, welche(r) die Dauer ihrer Amtszeit festlegt(festlegen). Die Bestellung eines Geschäftsführers kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen vom Alleingesellschafter bzw. von den Gesellschaftern widerrufen werden.

Die Gesellschaft wird jederzeit durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder bei mehreren Geschäftsführern durch die Einzelunterschrift jedes Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines jeden ordnungsgemäß Bevollmächtigten im Rahmen dieser Bevollmächtigung verpflichtet.

**Art. 11.** Bei Bestellung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch den Rat der Geschäftsführer geleitet, welche aus dem Kreis ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden auswählen kann. Sie kann außerdem einen Schriftführer bestimmen, welcher kein Geschäftsführer sein muss und welcher für die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist.

Der Rat der Geschäftsführer wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei Geschäftsführer an dem im Einladungsschreiben genannten Ort einberufen. Die Sitzungen der Geschäftsführung finden am Gesellschaftssitz statt, sofern nicht

anders im Einladungsschreiben bestimmt. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz bei allen Sitzungen der Geschäftsführung wahr; in seiner Abwesenheit kann jedoch der Rat der Geschäftsführer per Mehrheitsbeschluss der Anwesenden einen anderen Geschäftsführer zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Die Geschäftsführer erhalten spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung vorgesehenen Zeitpunkt ein schriftliches Einladungsschreiben, außer in dringenden Fällen, in denen Art und Grund der Dringlichkeit im Einladungsschreiben angegeben werden müssen. Auf das Einladungsschreiben kann durch schriftliche Zustimmung, Fax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel verzichtet werden. Ein gesondertes Einladungsschreiben ist für Sitzungen der Geschäftsführung nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort der Sitzung in einem vorangehenden Geschäftsführungsbeschluss festgesetzt wurden.

Sind alle Geschäftsführer in einer Sitzung anwesend oder vertreten oder bei Falle schriftlichen Beschlüssen, denen alle Geschäftsführer zustimmen und die von allen Geschäftsführern unterschrieben werden, ist kein Einladungsschreiben erforderlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich in den Sitzungen der Geschäftsführung durch einen anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlich oder durch Fax, E-Mail oder ein vergleichbares Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht vertreten lassen. Ein Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann an der Sitzung durch Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, sofern dieses den an der Sitzung teilnehmenden Personen eine ununterbrochene Verständigung untereinander erlaubt und eine effektive Teilnahme dieser Teilnehmer an der Sitzung ermöglicht. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam beraten oder handeln, wenn zumindest die Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Bei Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch in Form von Umlaufbeschlüssen gefasst werden, wenn die Zustimmung schriftlich, durch Fax, E-Mail oder ein vergleichbares Kommunikationsmittel abgegeben wird. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das dem Nachweis der Beschlussfassung dient.

**Art. 12.** Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einer durch den Rat der Geschäftsführer zu diesem Zweck bestellten Person unterzeichnet.

**Art. 13.** Der Tod oder der Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchen Gründen auch immer, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

**Art. 14.** Die Geschäftsführer haften nicht persönlich aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für die von ihnen im Namen der Gesellschaft ordnungsgemäß eingegangenen Verpflichtungen. Sie sind nur bestellte Vertreter der Gesellschaft und als solche ausschließlich für die ordnungsgemäße Ausübung ihres Mandats verantwortlich.

**Art. 15.** Der Geschäftsführer oder im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer kann entscheiden, Abschlagsdividenden auf der Basis eines von dem oder den Geschäftsführer(n) erstellten vorläufigen Abschlusses auszuzahlen, aus dem hervorgeht, dass ausreichende Finanzmittel zur Ausschüttung vorhanden sind, wobei die auszuschüttenden Finanzmittel nicht die Summe der erzielten Gewinne seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich des Verlustvortrages und der Summen, die aufgrund einer gesetzlichen oder einer satzungsmäßigen Verpflichtung den Rücklagen zuzuschreiben sind, überschreiten dürfen.

#### **D. Beaufsichtigung der Gesellschaft**

**Art. 16.** Die Geschäfte der Gesellschaft können der Beaufsichtigung durch einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer unterstellt sein, die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein müssen. Die Hauptversammlung kann einen oder mehrere Rechnungsprüfer ernennen und ihre Amtszeit festlegen. Sofern die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss die Hauptversammlung einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer ernennen.

Falls die Gesellschaft zwei der drei in Artikel 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handels- und Gesellschaftsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Gesellschaften bestimmten Kriterien innerhalb des in Artikel 36 desselben Gesetzes genannten Zeitraumes überschreitet, wird das Amt des satzungsgemäßen Rechnungsprüfers abgeschafft und ein oder mehrere unabhängige Rechnungsprüfer (réviseur d'entreprise) unter den Mitgliedern des Institut des Réviseurs d'Entreprises durch die Hauptversammlung der Gesellschafter gewählt, welche auch die Anzahl sowie deren Amtszeit festlegen.

#### **E. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter**

**Art. 17.** Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

**Art. 18.** Die Hauptversammlung der Gesellschafter hat die durch Gesetz und diese Satzung verliehenen Befugnisse. Sofern die vorliegende Satzung keine größere Mehrheit vorschreibt, werden gemeinsame Beschlüsse nur wirksam gefasst, soweit sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, verabschiedet werden.

Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf der Einstimmigkeit. Jede andere Änderung der Satzung bedarf der Zustimmung einer Mehrheit von Gesellschaftern, welche zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

**Art. 19.** Im Falle eines Alleingeschafters übt dieser die der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß Abschnitt XII des Gesetzes über Handelsgesellschaften verliehenen Befugnisse aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die "Hauptversammlung der Gesellschafter" je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als eine Bezugnahme auf den Alleingeschafter zu verstehen und die der Hauptversammlung der Gesellschafter verliehenen Befugnisse werden von dem Alleingeschafter ausgeübt.

#### F. Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung von Gewinnen

**Art. 20.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

**Art. 21.** Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer erstellt eine Bestandsaufnahme, die Angaben des Wertes des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft enthält. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in diese Bestandsaufnahme und die Bilanz nehmen.

**Art. 22.** Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

#### G. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

**Art. 23.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird diese von einem oder mehreren von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannten Abwicklern, welche keine Gesellschafter sein müssen, liquidiert. Die Hauptversammlung bestimmt ihre Befugnisse und Bezüge. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen haben die Abwickler die weitestgehenden Befugnisse im Hinblick auf die Realisierung der Vermögenswerte und die Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Überschuss, der aus der Realisierung der Vermögenswerte und der Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

#### H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

**Art. 24.** Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Fragen gilt ergänzend das Gesetz über Handelsgesellschaften.

##### *Zeichnung und Zahlung der Anteile*

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

BN & Partner Schweiz AG, vorbenannt .....	125 Anteile
Gesamt: .....	125 Anteile

Der Ausgabebetrag aller gezeichneten Anteile wurde vollständig eingezahlt, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) ab sofort zur Verfügung steht, was dem beurkundenden Notar nachgewiesen wurde.

##### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2010.

##### *Kosten*

Die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstandenen und von ihr zu tragenden Auslagen, Gebühren, Honorare oder Kosten jeglicher Art werden auf ca. EUR 1.500,- geschätzt.

##### *Hauptversammlung der Gesellschafter*

Der Alleingeschafter, handelnd in Ausübung der Befugnisse der Hauptversammlung der Gesellschafter und das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertretend, hat unmittelbar anschließend an die Gründung der Gesellschaft folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg.
2. Als Geschäftsführer der Gesellschaft werden bestellt für eine unbestimmte Dauer:
  - Herr Volker Dietrich, geboren am 12. Oktober 1971 in Singen (Hohentwiel), geschäftlich ansässig in Untermainkai 20, D-60329 Frankfurt a. Main
  - Herr René Assion, geboren am 28. März 1978 in Offenbach am Main, geschäftlich ansässig in Untermainkai 20, D-60329 Frankfurt a. Main



Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, der die englische Sprache beherrscht, bestätigt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei in englischer Sprache mit nachfolgender deutscher Übersetzung aufgenommen wird; auf Verlangen der erschienenen Partei und im Fall einer Abweichungen der englischen von der deutschen Fassung, kommt der englischen Fassung Vorrang zu.

Die vorstehende Niederschrift ist dem Vertreter der erschienenen Partei, welcher dem Notar mit Name, Vorname und Wohnsitz bekannt ist, verlesen worden und vom Notar zusammen mit diesem Vertreter der erschienenen Partei unterzeichnet worden.

Gezeichnet: D. WOLF und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 janvier 2010. Relation: LAC/2010/254. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 15. Januar 2010.

Référence de publication: 2010015036/389.

(100008902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**C.G.C Engineering S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8212 Mamer, 28, rue Baerendall.

R.C.S. Luxembourg B 95.655.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010016721/10.

(100011043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

---

**Soraya S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 127.723.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010016722/10.

(100011044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

---

**Soraya S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 127.723.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010016723/10.

(100011045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

---

**Conrad S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9650 Esch-sur-Sûre, 1, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 94.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010016724/10.

(100011046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

---

**Luvenca S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 54.089.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2010.

*Pour la société*

E. Isaac

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2010016726/13.

(100011004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

**Urban and Civic Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 148.992.

Statuts coordonnés, suite à une Assemblée Générale Extraordinaire, reçue par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 novembre 2009, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2010.

C. WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2010016727/13.

(100010733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

**Black & Decker Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 70.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 93.562.

In the year two thousand and nine, on the twenty-fifth of November.

Before Maitre Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Black & Decker Limited S.à r.l. a Luxembourg limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 5, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 93562, and having a share capital of EUR 65,000 (the Company). The Company was incorporated on 25 March 2003 pursuant to a deed of the undersigned notary, yet published on 14 June 2003 in the N°649 Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company have never been amended since 25 March 2003 (the Articles).

There appeared:

Black & Decker International Finance 3, a Luxembourg and Irish limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office in 14-15 Parliament Street, Castleriver House, Dublin 2, Ireland and its seat of effective management in 5, Rue Eugène Ruppert, L-2453, in the process of being registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, registered at the Companies Registration Office of Ireland under file number 391397 and with a share capital of USD 20,000 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Olivier Too, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration's authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That 65 (sixty-five) shares having a nominal value of EUR 1,000 (one thousand Euros) each, representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;
2. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 5,000 (five thousand Euro), in order to bring the share capital from its present amount of EUR 65,000 (sixty-five thousand Euro), represented by 65 (sixty-five) shares with a par value of EUR 1,000 (one thousand Euro) each, to an amount of EUR 70,000 (seventy thousand Euro) by way of the creation and issuance of 5 (five) shares of the Company with a par value of EUR 1,000 (one thousand Euro) each;
3. Subscription to and payment by the Sole Shareholder of the share capital increase specified under item 2. above by way of a contribution of 377,813 (three hundred and seventy-seven thousand eight hundred and thirteen) shares in Black & Decker (France) SAS;
4. Subsequent amendment of article 4 of the articles of incorporation of the Company (the Articles);
5. Authorisation to the amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to individually proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company, and the registration of the changes required by the matters set out in the items above; and
6. Miscellaneous.

III. that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which was communicated to it in advance of the Meeting.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 5,000 (five thousand Euro), in order to bring the share capital from its present amount of EUR 65,000 (sixty-five thousand Euro), represented by 65 (sixty-five) shares with a par value of EUR 1,000 (one thousand Euro) each, to an amount of EUR 70,000 (seventy thousand Euro) by way of the creation and issuance of 5 (five) shares of the Company with a par value of EUR 1,000 (one thousand Euro) each, and the Sole Shareholder hereby issues such new shares (the New Shares) together with a share premium amounting to EUR 41,427,012 (forty-one million four hundred and twenty-seven thousand twelve euro).

*Third resolution - Subscription and Payment*

The Sole Shareholder accepts the subscription to the increase of the share capital and its full payment as follows:

*Intervention - Subscription - Payment*

The Sole Shareholder declares to (i) subscribe to the increase of the share capital of the Company and (ii) fully pay up such New Shares by way of a contribution in kind consisting of 377,813 (three hundred and seventy-seven thousand eight hundred and thirteen) shares in Black & Decker (France) SAS, with registered office in 5 allée des Hêtres, 69760 Limonest, France, representing 100% of this company's share capital, and having an aggregate book value of USD 61,754,000 (sixty-one million seven hundred and fifty-four thousand United States Dollars) (the Contribution in Kind).

The above Contribution to the Company, in an aggregate net amount of EUR 41,432,012 (forty-one million four hundred and thirty-two thousand and twelve Euro) (being the Euro equivalent of USD 61,754,000 (sixty-one million seven hundred and fifty-four thousand United States Dollars) on the basis of the exchange rate of USD 1 = EUR 0.6709203) is to be allocated as follows:

- (i) EUR 5,000 will be allocated to the nominal share capital account of the Company.
- (ii) EUR 41,427,012 will be allocated to the share premium account of the Company.

The valuation of the Contribution is evidenced and supported by a certificate issued by the management of the Sole Shareholder (the Certificate).

A copy of the above certificate, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be registered with it.

As a result of the above capital increase, the Sole Shareholder records that the shareholdings in the Company after the capital increase are as follows:

Name of the Shareholder	Number of shares
Black & Decker International Finance 3 . . . . .	70
Total of shares: . . . . .	70

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article 4 of the Articles in order to reflect the above resolutions so that it reads henceforth as follows:

" **Art. 4. Capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 70,000.- (seventy thousand euro), represented by 70 (seventy) shares having a nominal value of EUR 1,000.- (one thousand euro) each.

The subscribed share capital may be changed at any time by decision of the single Shareholder or, as the case may be, by decision of the Shareholders' meeting deliberating in the same manner provided for amendments to these Articles."

#### *Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolves (i) to authorise the amendment to the share register of the Company in order to record the number of shares held in the Company by the Sole Shareholder and (ii) to grant power and authority to any manager of the Company or any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to individually proceed on behalf of the Company to the amendment of the share register of the Company.

The Sole Shareholder furthermore resolves to grant power and authority to any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to see to any formalities in connection with the issuance of the New Shares of the Company to the Sole Shareholder with the Luxembourg Trade and Companies Register and the publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C and, more generally, to accomplish any formalities which may be necessary or useful in connection with the implementation of the third and fourth resolutions.

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations and expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of this share capital increase, is approximately EUR 6,000.- (six thousand euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mil neuf, le vingt-cinq novembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, au Grand-duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Black & Decker Limited S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la Société). La Société a été constituée le 25 mars 2003 en vertu d'un acte du notaire instrumentaire, publié le 14 juin 2003 dans le N°649 du Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la société n'ont jamais été modifiés depuis lors (les Statuts).

A comparu:

Black & Decker International Finance 3, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois et irlandais ayant son siège au 14-15 Parliament Street, Castleriver House, Dublin 2, Irlande et son siège d'administration centrale au 5, Rue Eugène Ruppert, L-2453, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, enregistrée auprès du registre du Bureau des Sociétés d'Irlande sous le numéro 391397 et ayant un capital social de 20.000 USD (the l'Associé Unique),

ci-après représentée par Olivier Too, avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentaire demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

L'Associé Unique, représenté comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. que 65 (soixante-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de 1.000 EUR (mille Euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à l'Assemblée, qui est dès lors valablement constituée et peut délibérer des points de l'ordre du jour reproduit ci-après;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 5.000 EUR (cinq mille Euros) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de 65.000 EUR (soixante-cinq mille Euros) représenté par 65 (soixante-cinq) parts sociales ayant une valeur nominale de 1.000 EUR (mille Euros) chacune, à un montant de 70.000 EUR (soixante-dix mille Euro), par voie de l'émission de 5 (cinq) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de 1.000 EUR (mille Euros) chacune;

3. Souscription et paiement en nature par l'Associé Unique de l'augmentation du capital social mentionnée au point 2. ci-dessus par le biais de l'apport en nature de 377.813 (trois cent soixante-dix sept mille huit cent treize) actions de Black & Decker (France) SAS;

4. Modification subséquente de l'article 4 des statuts de la société (les Statuts);

5. Modification du registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les changements mentionnés ci-dessus, avec pouvoir et autorisation donnés à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg de procéder individuellement pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des parts sociales de la Société, et d'accomplir toutes formalités y relatives.

6. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué par avance.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 5.000 EUR (cinq mille Euros) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de 65.000 EUR (soixante-cinq mille Euros) représenté par 65 (soixante-cinq) parts sociales ayant une valeur nominale de 1.000 EUR (mille Euros) chacune, à un montant de 70.000 EUR (soixante dix mille Euros), par voie de l'émission de 5 (cinq) parts sociales nouvelles de la Société, ayant une valeur nominale de 1.000 EUR (mille Euros) chacune et l'Associé Unique émet ces nouvelles parts sociales (les Nouvelles Parts Sociales) ensemble avec une prime d'émission d'un montant de 41.427.012 EUR (quarante-et-un millions quatre cent vingt-sept mille douze euros).

*Troisième résolution*

L'Associé Unique approuve la souscription de l'augmentation de capital et sa libération de la manière suivante:

*Intervention - Souscription - Libération*

L'Associé Unique déclare (i) souscrire à l'augmentation du capital social de la Société et (ii) libérer et payer les Nouvelles Parts Sociales par le biais d'un apport en nature de 377.813 (trois cent soixante-dix-sept mille huit cent treize) actions de Black & Decker (France) SAS ayant son siège social au 5 allée des Hêtres, 69760 Limonest, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 954 507 521, représentant 100% du capital social de cette société et ayant une valeur comptable totale de 61.754.000 USD (soixante et un millions sept cent cinquante-quatre mille Dollars Américains) (l'Apport en Nature).

Ledit Apport en Nature d'un montant total de 41.432.012 EUR (quarante-et-un millions quatre cent trente-deux mille et douze Euros) (équivalant à 61.754.000 USD (soixante et un million sept cent cinquante-quatre mille Dollars Américains) sur la base du taux de change de USD 1 = EUR 0,6709203) devra être attribué comme suit:

- (i) 5.000 EUR seront attribués au compte de capital social nominal de la Société.
- (ii) 41.427.012 EUR seront attribués à la réserve de prime d'émission de la Société.

L'évaluation de l'Apport en Nature est attestée au moyen d'un certificat émis par l'organe de gestion de l'Associé Unique (le Certificat).

Un exemplaire du certificat susmentionné, après avoir été signé et paraphé par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte afin d'être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

En conséquence de ce qui précède, l'Associé Unique décide d'acter que l'actionnariat de la Société après l'augmentation du capital est désormais le suivant:

Associé	Nombre de parts sociales
Black & Decker International Finance 3 . . . . .	70
Total de parts sociales: . . . . .	70

*Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 4 des Statuts de la Société afin d'y refléter les résolutions ci-dessus, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" **Art 4. Capital.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 70.000,- (soixante-dix mille euros) représenté par 70 (soixante-dix) parts sociales, chacune d'une valeur nominale de EUR 1.000,- (mille euros).

Le capital social souscrit pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'Associé unique sinon de l'assemblée des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts."

*Cinquième résolution*

L'Associé Unique décide de (i) modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y inscrire le nombre de parts sociales de la Société détenues par l'Associé Unique, et de (ii) donner pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société



et à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg afin de procéder individuellement, au nom de la Société, aux inscriptions dans le registre des parts sociales de la Société.

L'Associé Unique décide en outre d'accorder pouvoir et autorisation à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg pour accomplir les formalités nécessaires relatives à l'émission des Nouvelles Parts Sociales de la Société à l'Associé Unique auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et concernant la publication dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, et plus généralement, d'accomplir toutes les formalités nécessaires ou utiles en vue de l'accomplissement de la troisième et de la quatrième résolution.

*Estimation des frais*

Le total des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou dont elle est responsable en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à EUR 6.000.- (six mille euros).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête de la présente, à Luxembourg.

Après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé, ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: O. TOO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 décembre 2009. Relation: LAC/2009/51985. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR COPIE CONFORME - délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 21 décembre 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2010014991/215.

(100008690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Kestego S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 137.563.

—  
EXTRAIT

Le 8 janvier 2010, l'associé unique a pris acte de la démission de Monsieur Matteo Lodrini de son mandat de gérant.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010016130/10.

(100009706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

---

**HIG Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 128.533.

Il résulte d'un contrat de vente en date du 20 décembre 2009 conclu entre la société Accor Hotels Belgium S.A., une société anonyme ayant son siège social au 54, avenue Herrman Debroux, B-1160 Bruxelles, Belgique, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro 0413.4830185, et la société Moor Park Newday German Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128.276, la vente de 26 parts sociales de catégorie B de la Société à Moor Park Newday German Holdco S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010016199/16.

(100009460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

---

**Cross Falls Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 89.243.

—  
EXTRAIT

Les administrateurs réunis en Conseil, le 12 janvier 2010, ont pris la décision suivante:

1. L'administrateur, Monsieur Giovanni VITTORE a été nommé en tant que Président du Conseil d'administration.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2010.

Pour extrait conforme  
Signature

Référence de publication: 2010016200/14.

(100009467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

---

**First State European Diversified Infrastructure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: AUD 35.000,00.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 134.314.

—  
Par une décision prise le 9 décembre 2009, l'actionnaire unique de FIRST STATE EUROPEAN DIVERSIFIED INFRA-STRUCTURE S.à.R.L. a décidé de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à.R.L, à la fonction de réviseur d'entreprises.

Ce mandat aura une durée d'un an, jusqu'à la prochaine décision de l'actionnaire unique, approuvant les comptes de l'exercice clôturé au 30 juin 2009.

*Pour FIRST STATE EUROPEAN DIVERSIFIED INFRASTRUCTURE S.à.R.L., Société à responsabilité limitée*  
RBC Dexia Investor Services Bank S.A., Société Anonyme  
Signatures

Référence de publication: 2010016203/16.

(100009496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

---

**Tulip European Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 37.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 150.235.

—  
In the year two thousand and nine, on the sixteenth day of December.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Headway Investment Partners II L.P., a limited partnership incorporated under the laws of Scotland, registered with the Trade and Companies Register of Scotland under number SL6122 with business address at 50 Lothian Road, Festival Square, Edinburgh, EH3 9WJ, Scotland (the "Sole Shareholder"),

represented by Mr. Jean-Michel Schmit, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above mentioned, declared that it is the sole shareholder of Tulip European Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (number pending), with a share capital of EUR 12,500.-, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 3 December 2009, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company"). The Company's articles of incorporation have not been amended so far.

The appearing party, represented as above mentioned, recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

*Agenda*

1. To increase the share capital of the Company by an amount of twenty-five thousand euros (EUR 25,000.-), so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred shares (12,500) with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, to thirty-seven thousand five hundred euros (EUR 37,500.-) divided into thirty-seven thousand five hundred (37,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

2. To issue twenty-five thousand (EUR 25,000) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

3. To accept the subscription by the Sole Shareholder of the new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each and the full payment of these shares by a payment in cash.

4. To amend article 5, paragraph 1, of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the resolutions to be adopted under items 1 and 2.

5. To authorise the amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes, granting power and authority to (i) any manager of the Company, (ii) any lawyer or employee of NautaDutilh Luxembourg and (iii) any employee of SGG, Services Généraux de Gestion S.A. to individually proceed on behalf of the Company with regard to the registration of such newly issued shares in the share register of the Company.

6. Miscellaneous.

The appearing party, represented as above mentioned, requested the undersigned notary to document the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolved to increase the share capital of the Company by an amount of twenty-five thousand euros (EUR 25,000.-), so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred shares (12,500) with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, to thirty-seven thousand five hundred euros (EUR 37,500.-) divided into thirty-seven thousand five hundred (37,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolved to issue twenty-five thousand (EUR 25,000) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

*Subscription - Payment*

The Sole Shareholder, represented as above mentioned, declared to subscribe to the new shares of the Company with a nominal value of one euro (EUR 1.-) and to fully pay the nominal value of the new shares of twenty-five thousand euros (EUR 25,000.-) in cash.

Proof of the above payment has been provided to the undersigned notary.

*Third resolution*

The Sole Shareholder resolved to accept the subscription by the Sole Shareholder of the new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) and the full payment of the nominal value of these shares in cash.

*Fourth resolution*

As a result of the above resolutions, the Sole Shareholder resolved to amend paragraph 1 of article 5 of the Company's articles of association, which shall forthwith read as follows:

" **Art. 5. Capital.** The Company's corporate capital is fixed at thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-), represented by thirty-seven thousand five hundred (37,500) shares in registered form with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up."

*Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolved (i) to authorise the amendment of the share register of the Company in order to record the number of newly issued shares held in the Company by the Sole Shareholder and (ii) to grant power and authority to (i) any manager of the Company, (ii) any lawyer or employee of NautaDutilh Luxembourg and (iii) any employee of SGG, Services Généraux de Gestion S.A. to individually proceed on behalf of the Company with regard to such amending of the share register of the Company.

*Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately EUR 1,500.-.

*Declaration*

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille neuf, le seize décembre.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Headway Investment Partners II L.P., une société constituée sous les lois de l'Ecosse, ayant son siège social à 50, Lotharian Road, Festival Square, Edinburgh, EH 9WJ, Ecosse et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés d'Ecosse sous le numéro SL6122 (l'"Associé Unique"),

représentée par Monsieur Jean-Michel Schmit, avocat, demeurant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration, qui, après être paraphée et signée "ne varietur" par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise aux fins d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme mentionné ci-dessus, a déclaré être l'associé unique de Tulip European Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, avec un capital social de EUR 12,500.-, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 3 décembre 2009, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la "Société"). Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés jusqu'à présent.

La partie comparante, représentée comme mentionné ci-dessus, a reconnu être entièrement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

*Agenda*

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de vingt-cinq mille euros (EUR 25,000.-), de manière à le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un capital social d'un montant de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37,500.-) divisé en trente-sept mille cinq cents (EUR 37,500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

2. Emission de vingt-cinq mille (25.000), nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

3. Acceptation de la souscription des nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par l'Associé Unique et le paiement intégral de ces nouvelles parts sociales par un apport en cash.

4. Modification de l'article 5 paragraphe 1 des statuts de la Société, afin de refléter les résolutions devant être adoptées sous les points 1 et 2.

5. Autorisation de modifier le registre des parts sociales de la Société afin de refléter les changements discutés ci-dessus et de donner pouvoir à (i) tout gérant de la Société, (ii) tout avocat ou employé de NautaDutilh Luxembourg et (iii) tout employé de SGG, Services Généraux de Gestion S.A. agissant individuellement, de procéder au nom de la Société à l'inscription des nouvelles parts sociales émises dans le registre des parts sociales de la Société

6. Divers.

La partie comparante, représentée comme mentionné ci-dessus, a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt-cinq mille euros (EUR 25,000.-), de manière à le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un capital social d'un montant de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37,500.-) divisé en trente-sept mille cinq cents (EUR 37,500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique a décidé d'émettre vingt-cinq mille (25.000), nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

*Souscription - Paiement*

L'Associé Unique, représenté comme susmentionné, a déclaré souscrire aux nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) et payer intégralement la valeur nominale des parts sociales par un apport en cash de vingt-cinq mille euros (EUR 25,000.-).

La preuve du paiement ci-dessus a été donnée au notaire instrumentant.

*Troisième résolution*

L'Associé Unique a décidé d'accepter la souscription des nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par l'Associé Unique et le paiement intégral de la valeur nominale de ces nouvelles parts sociales par un apport en cash.

*Quatrième résolution*

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Associé Unique a décidé de modifier paragraphe 1 de l'article 5 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37,500.-), représenté par trente-sept mille cinq cents (37.500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'EUR 1 chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

*Cinquième résolution*

L'Associé Unique a décidé d'autoriser la modification du registre des parts sociales de la Société afin de refléter les changements discutés ci-dessus et de donner pouvoir à (i) tout gérant de la Société, (ii) tout avocat ou employé de NautaDutilh Luxembourg et (iii) tout employé de SGG, Services Généraux de Gestion S.A., agissant individuellement, de procéder au nom de la Société à l'inscription des nouvelles parts sociales émises dans le registre des parts sociales de la Société

*Frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à EUR 1.500,-.

*Déclaration*

Le notaire instrumentant, qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée au comparant à Luxembourg, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J-M. SCHMIT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 décembre 2009. Relation: LAC/2009/56680. Reçu soixante-quinze euros (75€).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 janvier 2010.

Référence de publication: 2010014995/165.

(100008591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

**Titien Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 61.011.

J'ai l'honneur de vous informer que je désire me démettre, avec effet immédiat, de mes fonctions d'administrateur de votre société.

Luxembourg, le 16/11/2009.

Claude SCHMITZ.

Référence de publication: 2010016627/10.

(100010317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2010.

## **Radio MCJ, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1344 Luxembourg, 7, rue Clemenceau.

R.C.S. Luxembourg F 8.205.

### — STATUTS

Les soussignés, dénommés ci-après membres fondateurs:

Mouriz de Carvalho Gina, 7, rue Clemenceau, L-1344 Luxembourg, femme au foyer De Sousa Duarte Joaquim Mario, 7, rue Clemenceau, L-1344 Luxembourg, technicien Mouriz de Sousa Mandy, 7, rue Clemenceau, L-1344 Luxembourg, étudiante.

créent par la présente une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée et les présents statuts.

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association porte la dénomination "Radio MCJ". Elle a son siège à 7, rue Clemenceau L-1344 Luxembourg, elle fait suite à l'association de fait Radio MCJ.

**Art. 2.** L'association a pour objet de:

- regrouper des personnes de toutes nationalités désireuses de collaborer à des pratiques culturelles, de création artistique et de production audiovisuelle;
- promouvoir des activités, récréatives et culturelles pour les adultes et les enfants;
- promouvoir la diffusion des produits de création artistique et audiovisuelle dans avec des moyens électroniques notamment radio et Internet;.
- promouvoir des activités favorisant la connaissance du Grand-Duché de Luxembourg et des cultures des pays d'origine des associés en général;
- créer ou élargir des structures d'accueil, d'appui, d'expression culturelle et sportive pour ces membres;
- favoriser les contacts entre étrangers et autochtones;
- promouvoir la formation sociale et civique de ses membres de façon à contribuer à son intégration harmonieuse et à sa participation à la vie publique.

**Art. 3.** L'association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse.

**Art. 4.** Les membres, dont le nombre ne peut être inférieur à trois, sont admis par délibération du conseil d'administration à la suite d'une demande écrite ou verbale.

**Art. 5.** Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après envoi de leur démission écrite au conseil d'administration. Est réputé démissionnaire après le délai de 3 mois à compter du jour de l'échéance tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant.

**Art. 6.** Les membres peuvent être exclus de l'association si, d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'association. A partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

**Art. 7.** Les associés, démissionnaires ou exclus, ne peuvent porter atteinte à l'existence de l'association et n'ont aucun droit à faire valoir ni sur son patrimoine ni sur les cotisations payées.

**Art. 8.** La cotisation annuelle est fixée par l'assemblée générale. Elle ne peut être supérieure à 500 euros/ année.

**Art. 9.** L'assemblée générale, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le conseil d'administration régulièrement une fois par an, et, extraordinairement, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demandent par écrit au conseil d'administration.

**Art. 10.** La convocation se fait au moins 15 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale, moyennant simple lettre missive devant mentionner l'ordre du jour proposé.

**Art. 11.** Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

**Art. 12.** L'assemblée générale doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants:

- modification des statuts et règlement interne;
- nomination et révocation des administrateurs et des réviseurs de caisse;
- approbation des budgets et comptes;
- dissolution de l'association.

**Art. 13.** L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification



ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents, ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; dans ce cas la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, soit sur la dissolution, ces règles sont modifiées comme suit:

- a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents,
- b) la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des membres présents,
- c) si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres ne sont pas présents, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

**Art. 14.** Les délibérations de l'assemblée sont portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre confiée à la poste, publiés dans le site internet, etc....

**Art. 15.** L'association est gérée par un conseil d'administration élu pour une durée de 2 année(s) par l'Assemblée Générale. Le conseil d'administration se compose d'un président, d'un secrétaire, d'un trésorier, ainsi que 3 autres membres au maximum élus à la majorité simple des voix présentes à l'assemblée générale. Les pouvoirs des administrateurs sont les suivants: le président représente l'association, le secrétaire est le responsable par les écrits de l'association, le trésorier gère les comptes, les membres remplacent les membres dans son absence ou par délégation.

**Art. 16.** Le conseil d'administration qui se réunit sur convocation de son président ne peut valablement délibérer que si 2/3 membres au moins sont présents. Toute décision doit être prise à la majorité simple des membres élus.

**Art. 17.** Le conseil d'administration gère les affaires et les avoirs de l'association. Il exécute les directives à lui dévolues par l'assemblée générale conformément à l'objet de l'association.

**Art. 18.** Il représente l'association dans les relations avec les tiers. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, 2 signatures de membres en fonction sont nécessaires.

**Art. 19.** Le conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

L'exercice budgétaire commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Les comptes sont arrêtés le 31 décembre et soumis à l'assemblée générale avec le rapport de la commission de vérification des comptes.

Afin d'examen, l'assemblée désigne un/deux réviseur(s) de caisse. Le mandat de ceux-ci est incompatible avec celui d'administrateur en exercice.

**Art. 20.** En cas de liquidation les biens sont affectés à une organisation ayant des buts similaires, etc...

**Art. 21.** La liste des membres est complétée chaque année par l'indication des modifications qui se sont produites et ce au 31 décembre.

**Art. 22.** Les ressources de l'association comprennent notamment:

- les cotisations des membres,
- les subsides et subventions,
- les dons ou legs en sa faveur.
- Les recettes des activités.

**Art. 23.** Toutes les fonctions exercées dans les organes de l'association ont un caractère bénévole et sont exclusives de toute rémunération.

**Art. 24.** Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'au règlement interne en vigueur approuvé lors de la dernière assemblée générale.

Ainsi fait à Luxembourg, le 15 janvier 2010.

Duarte Joaquim / De Sousa Mandy

*Membres fondateurs*

Référence de publication: 2010015110/100.

(100008867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.